COMPAGNIE IVOIRIENNE POUR LE DEVELOPPEMENT DES TEXTILES C. I. D. T.

INSTALLATION DES LOBI DANS LE NORD- EST IVOIRIEN

ET

DEVELOPPEMENT AGRO - PASTORAL

(Rapport d'enquête socio-géographique sur le terrain 1985)

GEORGES SAVONNET Directeur de recherche ORSTOM PARIS

Janvier 1986

Cette étude a pour objet de répondre aux différentes questions posées par la CIDT (antenne évaluation) pour la poursuite du projet de développement rural dans le Nord - Est ivoirien et tout spécialement chez les Lobi.

Ce rapport comprend trois parties:

- 1- Analyse des éléments essentiels de l'organisation socio-économique traditionnelle des Lobi, éléments qui permettent de comprendre la mobilité des paysans et leurs réactions aux propositions de la CIDT
- 2- Les situations très variées observées au cours de mes enquêtes réalisées de Janvier à Mars 1985; la diversité des problèmes rencontrés, fonction du milieu naturel, des aléas climatiques et des relations Lobi- Koulango; l'examen des réponses paysannes au projet de développement.
- 3- Les orientations modulées en fonction des situations observées, des besoins à combler... susceptibles de modifier et d'améliorer les pratiques culturales traditionnelles.

Les réponses recueillies auprès des populations intéressant le projet de développement, certains éléments mobilisateurs de l'organisation sociale traditionnelle et les récentes adaptations de la coutume aux contingences du moment, nous ont servi de base dans l'élaboration des orientations proposées dans la dernière partie de cet exposé.

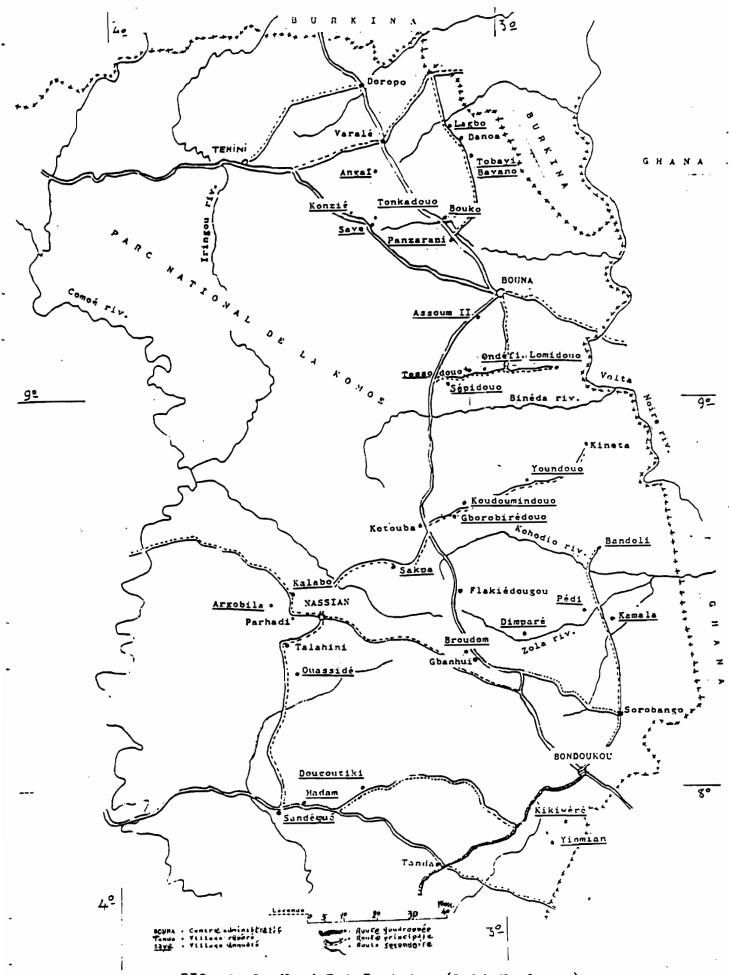


FIG. 1 Le Nord-Est Ivoirien (Lobi-Koulango)

INSTABILITE DES LOBI DANS LE NORD - EST IVOIRIE E T DEVELOPPEMENT AGRO - PASTORAL

(Rapport d'enquête socio- géographique Janvier- Mars 1985)

INSTABILITE LOBI ET EVOLUTION AU COURS DU XX° Siècle

L'histoire des Lobi est caractérisée, depuis la fin du XVIII° siècle (époque à laquelle nous possédons quelques données sur l'histoire de cette population) par les déplacements continuels des groupes, déplacements qui se poursuivent encore de nos jours. Nous pouvons classer ces mouvements migratoires suivant trois périodes.

l°)- La première va de la fin du XVIII° siècle au début du XX°. Jusqu'à la fin du XVIII° siècle, la totalité des Lobi vit sur la rive est de la Volta Noire; grands chasseurs, les paysans lobi font, vraisemblablement de brèves incursions sur la rive droite du fleuve pour pratiquer des battues sur les terres giboyeuses occidentales médiocrement occupées par les Pourgouli, Dyan et Gan au Nord, les Téguéssié et Koulango au Sud. Ces reconnaissances des régions s'étendant à l'Ouest de la Volta leur permettent de découvrir des zones fertiles qu'ils viendront coloniser lorsque leurs voisins orientaux, les Dagomba, trop à l'étroit sur leur territoire, mais possédant une armée bien organisée, refouleront vers l'Ouest les populations en place: Dyan, Lobi, Birifor, Dagari et Wilé.

Ces mouvements migratoires se poursuivent tout au long du XIX° siècle avec occupation progressive, chez les Lobi, des terres correspondant aux actuelles circonscriptions administratives de Diébougou (Sud), Gaoua, Kampti, Batié et le refoulement des premiers occupants vers les marges occidentales (Dyan, Gan) et méridionales (Koulango et Téguéssié).

2°)- La période coloniale qui se développe de 1900 à 1960 se caractérise par une volonté du colonisateur de stabiliser les populations dans les régions qu'elles occupaient au moment de la conquête, d'assurer la paix, de les faire participer aux travaux d'aménagement des infrastructures nouvelles (ouverture et entretien de routes, pistes, construction des bâtiments administratifs) d'introduire et de développer des cultures nouvelles destinées à satisfaire les besoins de la métropole et de lever des impôts. Après quelques années d'expectative, les Lobi se rebellent contre les pouvoirs en place et décident de boycotter les ordres reçus des Blancs: interdiction totale pour tous les Lobi de suivre la voie des Blancs; cet interdit, en 1985, n'est pas encore totalement levé...

Si les Dagara- Wilé et les Dyan finirent, après quelques années par se plier aux ordres du colonisateur, les Lobi et les Birifor poursuivirent leurs déplacements. Ces déplacements sont de deux sortes: les uns sont des migrations à titre individuel, les autres intéressent l'ensemble des maisonnées.

Toutes deux répondent souvent à des mobiles de sécurité: échapper aux représailles du "gendarmes" (à l'issue d'une rixe ou d'une vendetta sanglante, ou tout simplement d'un refus d'obtempérer aux injonctions de l'administrateur - impôts, corvées, recrutement militaire...) mais aussi, recherche du travail temporaire remunéré (migration individuelle au Ghana ou Côte d'Ivoire) ou de terres neuves sur les fronts pionniers du N.E ivoirien; dans ce dernier cas, les Lobi s'établissent dans des "campements", comme on les dénommait alors, très isolés, perdus en brousse, loin de toutes voies de communication, pour échapper aux visites des agents du pouvoir colonial, pour se faire oublier et préserver. liberté pendant de longues décennies.

3°)- La troisième période (à partir des années 1965 - 1970) se caractérise par l'entrée de cette population dans une économie de marché, timidement d'abord, et par la recherche de profits.

Jusqu'en 1960 environ, les Lobi sont toujours plongés dans une économie de subsistance, elle se caractérise par la nécessité de pourvoir aux besoins alimentaires du groupe mais aussi à sa pérennité, par l'élaboration d'alliances matrimoniales.

A ces deux impératifs traditionnels va s'en ajouter un troisième: la recherche du profit. Au cours des cinq dernières années (1980 - 85) cet élément nouveau va prendre une importance considérable dans le N.E ivoirien et, par là même, entrainer des changements dans l'organisation du milieu social et dans les mobiles de déplacement du paysan lobi.

Ceci nous amène donc à analyser le phénomène migratoire lobi (et par conséquent l'instabilité des groupes) sous deux aspects en examinant:

- a)- les causes endogènes (liées aux structures de la société)
- b)- <u>les causes exogènes</u>, conséquences de l'entrée des Lobi dans une économie de marché.
- a)- <u>Les causes endogènes de l'instabilité lobi</u>: J'ai retenu trois causes principales ayant entrainé <u>le premier déplacement</u> du Lobi hors de son village pour une longue durée:
- 1)- Le décès du chef de famille avec ouverture de l'héritage;
- 2)- La fuite du village après rapt de femmes mariées, vol de bétail, meurtre par vendetta inter-clanique.
- L'évasion des jeunes chefs de ménage pour échapper aux contraintes coutumières,

Les deux premières causes endogènes sont directement liées aux règles de l'organisation socio-politique des Lobi, la dernière, étant liée à la rigueur d'une coutume conçue dans le cadre d'une auto-satisfaction des besoins familiaux.

1)- L'ouverture de l'héritage après le décès du dernier chef de famille appartenant à la génération du fondateur de la maison, a généralement pour effet l'éclatement de celle-ci et la dispersion de ses membres. Cet éclatement de la famille est en grande partie la conséquence du système d'héritage lobi qui attribue aux fils du défunt les biens nécessaires à la vie du groupe: terre, maison, grenier, outils... tandis que la totalité des biens accumulés par le père tout au long de sa vie, grâce principalement au travail des enfants, reviennent à un membre de son matriclan: le HOKUM ou KUMNE, son neveu utérin (fils de la soeur du père).

Le départ du troupeau et du trésor familial chez le KUMNE, les rivalités entre frères qui surgissent au moment du partage des terres... attisent les tensions à l'intérieur de la maisonnée et provoquent son éclatement.

- 80 % environ des <u>premiers départs des vieux chefs de maison</u> interrogés en 1985 ont pour origine le décès du chef de famille et l'ouverture de la succession.
- 2)- La deuxième cause endogène est en partie la conséquence d'une division de la société lobi en deux groupes antagonistes rassemblant chacun un certain nombre de clans alliés:

Ainsi, les clans alliés (MOLDARA): HIEN, KAMBU, KAMBIRE, NUFE et leurs sous-clans sont rivaux (SODARA) du deuxième groupe de clans (alliés entre eux) comprenant les DA, SIB, SOME, PALE et leurs sous-clans.

L'antagonisme clanique est à l'origine de différends mineurs entre maisons rivales qui souvent dégénèrent en des conflits violents, lesquels se soldent parfois par des rapts de femmes, de têtes de bétail et des meurtres. Les auteurs de ces actes qui, autrefois trouvaient chez leurs MOLDARA refuge, assistance et solidarité (ils étaient considérés comme des héros, fêtés...) se heurtent aujourd'hui à l'"incompréhension" des pouvoirs publics qui les considèrent comme fauteurs de trouble et les poursuivent en tant que voleur ou meurtrier, d'où leur fuite hors du village pour échapper aux gendarmes. Actuellement ces cas sont devenus très rares et représentent seulement 2 à 3 % des causes de départs.

3)- De nos jours, nombre de jeunes garçons, agés de 18 à 25 ans, très conscients de leur rôle dans la prospérité de l'exploitation paternelle, mais ne recevant chaque année à la récolte qu'une part symbolique du fruit de leurs activités, décident, bien avant le décès du père, de quitter le village et de chercher du travail sur les chantiers ou des plantations du sud ivoirien. Ne pouvant, par ailleurs espérer hériter des biens accumulés par le père après sa mort, ils amasser un petit pécule qui leur permettra par la suite de créer leur propre exploitation sur les fronts pionniers de NASSIAN ou BONDOUKOU.

Ouvrons ici une parenthèse: Ce type de migration solitaire des jeunes n'est pas nouveau; il apparait dès les premières années de la colonisation. En effet, les vieux chefs de maison interrogés rappellent leurs "aventures" de jeunesse: partant nuitamment du village, en début de saison sèche, traversant la Volta en pirogue et, après de longues marches à pied, ils se faisaient embaucher sur une plantation de Gold-Coast (colonies anglaise en pleine prospérité entre les années 1930 à 1960). Dès le retour des pluies d'hivernage, ils revenaient au pays avec quelques vêtements, un peu d'argent et quelques cadeaux destinés au père pour lui "demander pardon" de leur fuite. Les jours suivants, ils reprenaient la houe et préparaient les prochaines cultures.

Ces migrations temporaires des garçons, entourée toujours d'un certain mystère au départ et au retour étaient d'autant mieux acceptées par le chef de famille que l'exploitation ne souffrait nullement de l'absence du garçon pendant la morte saison et que les anciens recevaient quelques présents appréciés.

Par ailleurs, pour "payer l'impôt", le père prélevait une partie de l'argent économisé par le fils; enfin, le jeune émigré, par ses "aventures" racontées à ses compagnons était auréolé d'un certain prestige.

Il en va tout autrement aujourd'hui: l'allongement des absences, les brefs retours au pays, suivis de nouveaux départs, perturbent l'économie des maisonnées et entrainent chez les jeunes un abandon progressif de la coutume, faute grave, intensément, douloureusement ressentie par les anciens. Enfin, la recherche du profit devient l'un des objectifs prioritaires des jeunes émigrés, notion totalement inconnue de la société lobi jusqu'à ces dernières années.

Cette notion de profit nous amène à parler plus rapidement des causes exogènes des migrations fondées sur l'idée de profit.

b)- Les causes exogènes des migrations: Les quatre causes principales présentées ici feront l'objet de développements ultérieurs approfondis; nous nous bornons donc à les présenter sans commentaires.

- 1 Recherche de terres neuves pour la culture de l'igname (déplacement de la maisonnée entière).
- 2 Recherche de "contrats" de manoeuvres sur les plantations du sud (jeunes célibataires et chefs de ménage).
- 3 Migration en chaîne de parents, amis, connaissances (et de leur famille) vers un nouveau village créé sur front pionnier par l'un des leurs et présentant toutes garanties de réussite économique.
- 4 Recherche de l'aventure, de sensation nouvelle, évasion du milieu paysan pour acquérir de nouvelles connaissances et si possible un nouveau métier.

En 1985 les motivations relevées dans notre échantillon (une bonne centaines de personnes interrogées) ayant trait à l'instabilité des Lobi, sont de 90 à 95 % d'ordre économique: attrait des cultures du Sud et tout spécialement celle de l'igname.

Ainsi, <u>les motifs de migration ont</u>, au cours des deux dernières décennies, <u>changé d'objectifs</u>: on passe de causes liées aux structures sociales à des causes d'ordre purement économiques. Ces changements vont entrainer une nécessaire adaptation des institutions aux conditions nouvelles offertes par l'économie de marché.

Pour faciliter l'analyse de l'organisation des pouvoirs au sein de la société, du processus d'éclatement des maisonnées (élément fondamental de la dispersion des membres du lignage paternel et de leur migration) et du système économique lobi et de son fonctionnement, il parait indispensable, dans une première partie, de rappeler les règles fondamentales qui président à l'organisation sociale des Lobi.

Dans une deuxième partie nous examinerons à partir des enquêtes menées au début de l'année 1985, les situations diverses observées dans le Nord-Est ivoirien.

Dans un dernier développement nous essaierons de repérer à partir de ces situations nouvelles, les assouplissements que la société lobi a été amenée à adopter pour éviter l'éclatement de son organisation sociale et préserver son identité culturelle; enfin, l'examen de ces changements, de ces adaptations permettera dans une certaine mesure de déceler les orientations nouvelles susceptibles de stabiliser progressivement le Lobi et de le faire participer, d'une manière active, à la modernisation de son exploitation.

I. ORGANISATION SOCIO- ECONOMIQUE TRADITIONNELLE DES LOBI

Nous analyserons tout d'abord l'organisation socio-politique du village avant d'examiner plus longuement celle de la maisonnée (famille étendue).

1)- Organisation socio - politique du village

Elle s'articule autour de la personnalité du chef de village le DIDAR (DI = Village, DAR = responsable, Chef) qui détient une triple fonction:

- 1- Prêtre de la communauté villageoise auprès des divinités de la terre (appelées aussi cht oniennes),
- 2- Chef de terre, c'est à dire gérant foncier du territoire villageois,
- 3- Responsable auprès des divinités cht oniennes de la paix dans la communauté villageoise.

Première question qui se pose, comment devient — on DIDAR ?.

C'est le fondateur du village (le premier installé) et après sa mort, l'aîné des descendants mâles du lignage fondateur vivant dans le village. Ses pouvoirs ont pour origine les liens privilégiés qui l'unissent aux divinités de la terre et les relations étroites qu'il entretient avec elles. Tous ses pouvoirs sont donc d'essence religieuse, il les acquiert soit directement des puissances cht oniennes lorsque la terre est libre "sans maître", soit indirectement lorsque la terre est déjà occupée (par les Koulango, par exemple), par l'intermédiaire du chef de terre en place. De toutes façons, le processus d'installation initial nécessite certaines "précautions".

a)— La terre est libre: le choix de l'emplacement étant jugé convenable par le Chef de famille émigré, celui-ci procède à des sacrifices sur le sol, destinés à solliciter des puissances de la terre la permission de débroussailler la végétation, d'ameublir le sol, semer, récolter, utiliser les moissons pour nourrir la famille et assurer sa pérennité. La réponse ayant été favorable, il construit des huttes provisoires appelées WA, destinées à y vivre pendant au moins une année, à l'issue de laquelle il jugera, aux résultats obtenus dans sa nouvelle entreprise, de ses rapports (bons ou mauvais) qu'il entretient avec les puissances cht oniennes. Les récoltes étant bonnes, sa famille et son troupeau étant propères, il poursuit l'aménagement de son territoire, installe ses autels protecteurs (WATIL & TILKA) et décide d'édifier sa maison (TYOR) en pisé.

Au cours des années suivantes, arrivent des immigrants qui demandent au premier installé l'autorisation de vivre et de cultiver auprès de lui. Comme on ne refuse jamais la terre à un nouveau venu, il désigne, après sacrifice propitiatoire sur le sol, les espaces destinés à son entreprise.

Lorsque le village prend une certaine extension, le premier installé procède à l'édification du DITIL (DI = village, TIL= divinité) autel protecteur du village sur lequel, périodiquement, il procèdera aux rituels ayant trait à la protection, la reconnaissance de la communauté dont il est devenu le prêtre (DITILDAR). Les principales fonctions du DITILDAR intéressent toute la vie du village: réparation de fautes graves faites à la terre (sang humain répandu sur le sol), remerciement, demande d'une protection, de la pluie, du soleil pour les cultures, éloignement d'une épidémie...

Vici,

b) - Dans le cas d'une terre déjà occupée (par les Koulango) le migrant lobi adresse sa requête au Chef de terre du village. Celui-ci lui désigne une famille d'accueil auprès de laquelle il édifie son WA et lui délimite un lopin de terre à cultiver. Après une année au moins de séjour dans le village Koulango, lorsque son comportement a été jugé favorable, le chef de terre du lieu lui délimite avec précision une portion de territoire villageois où il pourra s'établir définitivement lui, sa famille et les futurs immigrés qui ne tarderont pas à le réjoindre. Il est bien entendu que ni lui, ni les nouveaux venus ne pourront déborder les limites de leurs terres sans autorisations du chef koulango; à cette occasion, ce dernier délègue au premier installé lobi une partie de ses pouvoirs religieux et temporels sur la terre prêtée et sur la communauté lobi à venir.

Toutefois nous l'avons vu, le règlement des affaires présentant une certaine gravité sont du ressort des Koulango.

Pour la suite des opérations, nous retrouvons le même processus d'installation et de distribution des terres décrit plus haut; dans les villages traditionnels koulango, le maître de la terre participe à l'édification du DITIL lobi; dans le cas d'un village d'accueil islamisé, le "premier installé lobi" pratique seul ce rituel après avoir averti le chef de village koulango.

L'édification du DITIL dans le nouveau village lobi consacre définitivement son "existence légale"; en même temps, le premier installé est reconnu aussi bien par la communauté lobi que par la population d'accueil et même par l'administration, comme chef de village (DIDAR) avec tout ce que cela comporte comme responsabilités religieuses et temporelles.

Dans le N.E ivoirien et tout spécialement dans les nouvelles zones de colonisation lobi (Nassian, Bondoukou, périmètre Kolodio-Bineda), le Ditildar, chef religieux est en même temps chef de village reconnu par l'administration. Arrêtons- nous ici et examinons de plus près l'étendue et la profondeur de l'autorité villageoise:

Le DITILDAR = Chef religieux de la communauté)

Le DIDAR = Chef temporel " ")= Même personne= ler installé et descendants lignagers.

En tant que chef religieux, le Ditildar prend seul toutes décisions relatives au culte de la terre auquel participe la communauté villageoise.

Comme chef temporel, le Didar décide seul des solutions à apporter aux problèmes mineurs relatifs aux habitants du village (différends entre chef de maison, délimitations foncières dans le village, déprédations causées par les volailles...)

Pour traiter les problèmes débordant les limites villageoises (différends fonciers avec un village voisin, rapt de femmes dans une communauté voisine...) ou ayant trait à des décisions administratives ou provenant de compagnies et de sociétés de développement (aménagement d'un bas-fond, construction d'un dispensaire), il s'entoure de l'assemblée des Chefs de maisons: TYORDAKUNA= TYOR: maison, DA (R): Chef, KUN: mâle.

Pour être valables, les décisions sont toujours prises à l'unanimité des membres du conseil: "un singe ne peut commander un autre singe" dit un proverbe lobi (1) qui exprime l'idée chère aux Lobi: on ne peut l'obliger par la force à adhérer, à accepter une proposition sur laquelle il n'est pas d'accord ou pour laquelle il a été mal informé.

Ainsi existe-t-il dans chaque village lobi, une ébauche d'autorité communale qui ne semble s'exercer que lorsqu'elle est sollicitée de l'extérieur mais, à l'inverse des communautés villageoises (Bwa, Bobo... par exemple), elle ne parait guère disposée à prendre des initiatives pour améliorer la vie du groupe villageois, exemple: travaux collectifs pour drainer un bas-fond, ouv une piste d'accès à une route, forage un puits commun...

Chacun étant maître chez soi, chaque chef d'exploitation peut, sur son propre domaine, faire appel à une entr'aide pour édifier sa maison, débroussailler son nouveau champ, biner ses cultures...mais une telle entr'aide généralisée à tout le village pour la réalisation de travaux communs n'est jamais sollicitée par le DIDAR qui, manifestement aurait beaucoup de mal à recueillir l'unanimité dans son conseil (Tyordakuna) !.

Par conséquent, l'autorité du Didar (entouré de son Tyordakuna) est très limitée et de ce fait suffisamment discrète pour qu'elle ait échappé à l'observation de nombreux chercheurs!.

Pour en revenir au rôle de conciliateur joué par le Didar, précisons que son intervention ne s'exerce que lorsque le différend intéresse deux maisons du village (2) mais jamais les désaccords internes à la famille. Un conflit entre deux frères de la même maison ne sera jamais débattu sur la place publique: il en va de l'honneur du Tyor et du prestige du chef de famille qui, par son autorité se doit de règler tous les problèmes entre membres de sa maison.

En effet, dans sa propre maison, le Tyordakun détient tous les pouvoirs: assurer la concorde entre ses gens (ce n'est pas

Madeleine Père "Les deux bouches, les sociétés du "rameau lobi" entre la tradition et le changement". Thèse d'Etat mars 1982, Multig. 1142 p.+ annexes (154 p.); cit. p.267.

²⁾⁻ Encore faut- il, pour que le Didar intervienne, que la querelle soit suffisamment violente pour troubler la paix du village, ou que les deux adversaires fassent appel à lui.

toujours tâche facile !), mais aussi pourvoir aux besoins alimentaires de la communauté familiale, aux relations matrimoniales, préparer, surveiller les activités agro- pastrorales... Pour ce faire, il est assisté quotidiennement des chefs de ménage de sa maison, avec lesquels il discute de tous ces problèmes. Mais c'est à lui, chef de maison, que revient la décision finale, même s'il n'y a pas accord total des membres.

C'est donc bien dans le Tyor, qu'apparaissent vraiement les signes d'autorité les plus significatifs, que l'organisation socio- économique est la mieux structurée, la plus dynamique. Pour cela, la maison jouit d'une autonomie à peu près totale au sein du village; elle n'est rattachée à la communauté villageoise que par des liens mythiques: reconnaissance des pouvoirs du Ditildar- Didar, participation aux rituels sur les autels du village, respect des règles coutumières communautaires émanant du contrat liant l'homme aux puissances de la terre, participation aux funérailles d'un habitant du village, entr'aide entre maisons, défense du village...

Ceci nous amène à aborder maintenant l'organisation socio-économique familiale.

2)- Organisation sociale et économique familiale

Pour bien saisir les règles qui président au fonctionnement de la famille, il convient de "démonter" les rouages de l'organisation sociale de la maisonnée, puis de chercher le rôle joué par chacun d'entre eux dans la vie du Tyor.

En simplifiant beaucoup, on peut préciser que chaque membre de la maison fait partie en même temps d'un clan, par sa mère, et d'un lignage par son père. A sa naissance, l'enfant prend le nom clanique de la mère (1) et de ce fait, devra respecter les interdits qui s'y rattachent; par son lignage, il est rattaché à l'autorité paternelle pour tout ce qui intéresse la vie active quotidienne, son mariage et plus tard son autonomie (pour les garçons).

¹⁾⁻ Les enfants des deux épouses de Hien, appartenant respectivement aux clans Kambou et Da, porteront les noms de leur mère, Kambou et Da et non celui de leur père Hien.

Le père de famille apparait donc comme l'organisateur de la vie matérielle de son ménage, tandis que sa femme et les membres de son clan (tout spécialement son frère = oncle utérin des enfants) s'occuperont de l'éduction de sa progéniture. Ainsi, le matriclan, par l'intérmédiaire de la mère de famille (et de l'oncle maternel), exerceront sur ces derniers une profonde influence sur les orientations que le fils, tout spécialement, sera amené à prendre au cours de sa vie.

Le <u>TYORDAKUN</u>, chef de la maisonnée, par l'autorité qu'il exerce sur tous les gens de sa maison, apparait comme <u>la clé de voute</u> de tout l'édifice social <u>du groupe dont il à la charge</u>. C'est généralement l'aîné des frères du fondateur du Tyor qui succède au chef de maison décédé ou à défaut, son fils aîné, à condition que chacun d'eux vivent sous le toit du défunt. Le chef de maison organise les activités culturales, amènage les relations matrimoniales de ses enfants, procède au rituels sur les autels familiaux (dont les plus importants sont WATIL – divinité protectrice de la maison – et TILKA – attaché surtout à la fécondité –) (1)

Précisions par ailleurs que l'un des premiers autels édifiés par le chef de ménage, sorti du Tyor et possédant sa propre demeure, est le <u>Tilka</u>, signe qu'il a <u>obtenu son autonomie</u> (on emploie souvent l'expression "gagner la daba" ou "obtenir la houe").

Cette autonomie est en principe accordée par le père ... le plus tard possible. En effet, en offrant la houe (et la hache) à l'un de ses fils, il se prive des ressources qu'il lui procure par sa force de travail. C'est donc souvent après le décès du Tyordakun que le chef de ménage obtient à l'âge de trente ans et souvent plus, son autonomie par l'intermédiaire d'un frère du père ou de son oncle maternel.

Pour obtenir la houe, le chef de ménage doit posséder toutes les qualités requises du bon paysan lobi : être bon cultivateur, bien connaître la coutume, la respecter et l'appliquer, être initié au DYORO (nous en parlerons plus loin). Dès la remise de la houe, il peut gérer librement son entreprise, posséder ses propres greniers (où il serrera la récolte de ses champs personnels), son troupeau, même s'il décide de rester dans le Tyor paternel.

^{1) -}WATIL = WA : premier campement provisoire, TIL = divinité;

TÏLKA : KA = produits sacrés qualifiés aussi amers (voir plus bas).

Dans ce cas il ouvrira une entrée personnelle donnant accès à ses propres locaux. Mais le plus souvent il quitte la maison paternel et construit sa demeure dans l'endroit qu'il a choisi; cette éloignement l'obligera à chercher de nouveaux champs, mais lui donnera la possibilité de construire ses propres autels dédiés à Tylka et, plus tard à Watil: un nouveau segment de lignage est en cours de création.

Dans sa maison, le Tyordakun accueille souvent quelques uns de ses frères cadets et leur ménage, parfois des neveux (utérins). Chaque membre de la maison travaille sur les champs communs gérés par le chef de famille ; on y cultive le vivrier et les cultures de rente.

La totalité des récoltes produites sur ces parcelles entrent dans les greniers familiaux placés sous le contrôle du chef de grenier (frère du Tyordakun). La distribution des mils et sorgho est faite périodiquement par la première femme du chef de maison, appelée Tyordaker, après que son époux ait rendu consommables les produits sacrés (dits amers et appelés DAKA) (1)

Les surplus vendus, mais l'argent doit être sont obtenu utilisé à l'achat de boeufs destinés à assurer compensations matrimoniales des garçons en âge de se marier. Enfin, le produit de la vente des produits de rente récoltés sur le champ commun revient en totalité au chef de maison qui en dispose à sa guise. En recompense du travail fourni sur le domaine familial, fils et femmes recevront du Tyordakun quelques cadeaux (en nature ou en argent maintenant) après la récolte.

En dehors des champs familiaux, le chef de famille peut distribuer à chacun des membres familiaux de sexe masculin en âge de travailler, une parcelle personnelle qu'il pourra mettre en valeur à sa convenance pendant ses jours de liberté (correspondant à la tenue d'un marché proche ouvert tous les cinq jours) avec des produits non sacrés - -

 ⁻DAKA, produits sacrés consommables qu'après un rituel pratiqué par le chef de maison. En dehors du sorgho, du mil, du haricot blanc et d'une certaine variété de gombo, plantes sacrés par excellence, d'autres produits sont dangereux dans certains clans alors qu'ils sont consommés librement dans d'autres par exemple : mais, courge, pois de terre.

qualifiés de "froids" et appelés UYE (1): arachide, igname, patate douce, riz puisque tous les DAKA reviennent à la communauté familiale. Toutefois, à la récolte, le responsable du champ présente ses produits au Tyordakun qui en prélève une part et l'autorise à consommer ou à vendre le reste.

Le chef de famille procédera de même pour le gibier abattu, le poisson pêché, le pécule péniblement amassé par le fils émigré et même (dit-on) sur les retraites des anciens combattants ou militaire de carrière (mais dans ce dernier cas, les résistances ont toujours été très fortes ..). Les femmes n'échappent pas à cette règle : toutes les petites sommes amassées par la vente de ses produits artisanaux : vannerie, poterie, bière de mil sont contrôlés par leur père (ou mère), leur mari qui en prélèvent généralement une part symbolique.

Tous ces contrôles et prélèvements en cascade des produits récoltés, des sommes gagnées par un membre de la maison répondent à trois exigence de la société:

- a éviter que les produits soient mal utilisés (DAKA, tout spécialement) et n'attirent la colère des dieux et des ancêtres sur le Tyor tout entier;
- b Empêcher que certains éléments de la famille, plus actifs et plus courageux ne parviennent par leurs travail à amasser des biens propres susceptibles de créer des inégalités au sein du groupe et déclanchent des tensions internes, facteurs de désagrégation de la maisonnée;
- c Centraliser les surplus, les gains de chaque membre entre les mains du Tyordakun pour qu'il grossisse le trésor de la maison, agrandisse le troupeau pour assurer le mariage des fils (compensation matrimoniale) et, plus tard, au moment de ses funérailles, pour que les enfants honorent dignement la mémoire du défunt par des sacrifices de nombreux taureaux et des libations adondantes aux participants.

Ainsi, toutes <u>les activités agro-pastorales du Tyor doivent aboutir à remplir les deux fonctions essentielles du groupe familial: Pourvoir aux besoins vitaux de la maison,</u>

¹⁾⁻ Les UYE sont généralement des produits récents, venus de l'extérieur.

Assurer la pérennité du lignage

Cette conception traditionnelle de l'économie du paysan lobi, où toute idée de profit est bannie, correspond bien à l'esprit du contrat religieux initial qui le lie en permanence aux divinités de la terre et aux ancêtres fondateurs du lignage.

C'est dans cet esprit, semble- t-il que l'on peut interpréter le système de dévolution des biens après la mort du Tyordakun entre les membres de son matriclan et de son lignage: à l'ouverture de la succession <u>les biens sacrés</u> (maison, terre, outils de travail, sorgho, mil) reviennent aux descendants directs du père (patrilignage); <u>les biens de reproduction</u> (femmes du défunt, troupeaux, trésor...), quant à eux, sont remis au matriclan du défunt, en la personne de son neveu utérin (HOKUM ou KUMNE), à charge pour ce dernier de fournir une première épouse à chacun des garçons célibataires laissés par le défunt, en prélevant les compensations matrimoniales sur les biens hérités: troupeau et trésor accumulés du vivant du père.

Précisons enfin que pour amortir les heurts entre le KUMNE et les descendants agnatiques du chef de maison, au moment du partage, intervient un MOLDARA (allié de clan du père), ami intime du défunt, Ce MOLDARA joue le rôle de conciliateur entre le neveu utérin (en tant qu'allié de clan) et les descendants du père, en tant qu'ami intime de celui-ci.

Ces quelques exemples soulignent toutes les précautions prises par la coutume pour éviter les heurts d'intérêt entre descendants du Tyordakun (présence du Maldara), pour interdire les accumulation de biens et accaparement de femmes chez certains descendants du père (dévolution du troupeau et du trésor à un membre du matriclan paternel placé, par conséquent en dehors des activités du Tyor), enfin pour assurer la perennité du groupe (obligation du KUMNE de verser la compensation matrimondiale au moment du mariage des fils célibataires, le vivrier et le toit aux veuves et orphelins, ainsi que les moyens de production aux descendants directs: outils, terre, maison).

Que sont devenues les terres et la maison du dernier Tyordakun décédé appartenant au lignage fondateur ?.

Dans ses dernières années, le vieux chef de famille, pour amortir les tensions internes de la maisonnée et éviter son éclatement, a eu la sagesse de

partager son domaine et de distribuer une portion du terroir familial à chacun de ses fils ayant acquis son autonomie. Certains d'entre eux se sont établis dans le village, d'autres ont émigré. A l'ouverture de l'héritage, il ne reste souvent dans la maison que le cadet des enfants qui recevra le Tyor et les terres " de tour de case".

S'il est en âge de prendre ses responsabilités de chef de maison, il acquérera la houe des mains d'un oncle paternel ou maternel, mais ne disposant pas de terres suffisantes pour assurer les besoins de sa famille, il en empruntera aux exploitants voisins qui en sont bien pourvus, ou encore, si le village dispose d'espaces libres, il s'adressera au chef de terre. Dans le premier cas- emprunt - il s'agit généralement d'une ancienne jachère bien reposée, susceptible d'être remise en culture. Le prêt est gratuit mais l'utilisation de la parcelle est temporaire sur la durée d'un cycle de culture (5 à 6 ans) après quoi elle revient au prêteur; pendant la période d'utilisation, il est interdit à l'emprunteur de ramasser ou de cueillir les fruits du karité et du néré, (arbres utiles sélectionnés par les Lobi).

Ces fruits qui reviennent au propriétaire apparaissent comme une preuve du droit éminent qu'il exerce sur ces terres. Mais bien souvent, à l'issue du premier cycle de culture, le propriétaire ne réclame pas la terre prêtée et l'emprunteur peut la remettre en valeur après jachère, de telle sorte qu'après plusieurs décennies, les héritiers de l'emprunteur se croyant de bonne foi propriétaire du terrain, seront surpris de le voir réclamer par les descendants du prêteur, lorsqu'à leur tour l'espace cultivable leur sera compté. C'est au chef de terre, le Ditildar, de trancher le litige.

Dernière éventualité, tous les fils du Tyordakun défunt ont quitté le village, l'héritier présomptif, le cadet, trop jeune pour accéder à l'autonomie, rejoint un de ses frères ou un de ses oncles établis hors du village natal. Dans ce cas, après plusieurs années de déshérance, le domaine retombe dans le patrimoine foncier communal et le chef de terre pourra le partage entre Tyordakun du village ne disposant plus de terres suffisantes.

Ces développements nous amènent à parler rapidement des relations foncières Lobi- Koulango dans le N.E ivoirien.

Elles sont calquées sur celles que nous venons de décrire en pays lobi, à cette différence près que les Koulango demandent aux Lobi installés sur leur territoire, de participer aux offrandes destinées à honorer leurs autels: don d'ignames, paniers de mil, de sorgho, volaille.

Ces "cadeaux obligatoires", exigés aussi bien par les chefs de terre traditionnels que par les chefs de village islamisé, s'apparentent plutôt ici à une redevance en nature dont le montant est chaque année précisé au Didar lobi. Ajoutons que, dans la zone préforestière de Nassian (Sandégué, Madam, tout spécialement), nous avons observé que l'octroi temporaire de la terre aux Lobi, destinées à la culture de l'igname, était précédé d'un don de tubercules (300 /ha) pour toute la durée du cycle cultural estimée à 3 ou 4 années.

Nous avons précédemment souligné que le "contrat" / liant Lobi et Koulango stipule, avec une certaine précision, les limites du domaine octroyé au premier installé; une extension des cultures lobi au delà de ces limites doit faire l'objet d'une demande auprès du maître de la terre koulango; tous litiges ayant trait à des débordements de cultures sont de la compétence des Koulango.

Rappelons aussi que toute offense grave fait à la terre nécessite réparation auprès des autels koulango (sacrifice de poulets, chèvres ou boeufs selon la gravité de l'acte).

Jusqu'à ces dernières années (1970), les relations entre les deux communautés étaient empruntes de confiance réciproque: chacune d'elles ayant besoin de l'autre, on règlait les différends à l'amiable; comme nous l'examinerons plus en détail, ci dessous, il en va différemment en 1985.

L'organisation socio-économique traditionnelle des Lobi, que nous venons de développer à grands traits, devrait nous permettre de mieux comprendre l'attitude du paysan face au développement moderne.

Il n'est nullement original de constater que cette organisation répondait à des besoins d'autosatisfaction aux plans vivrier et pérennité de la maisonnée et que l'idée de profit était inconnue; nous avons suffisamment insisté sur ces points. Même constat pour ce qui intéresse le fondement religieux des pouvoirs détenus par le Ditildar ou Didar et le Tyordakun: chacun puise son autorité dans le contrat mystique qui le lie à la terre et aux ancêtres. Si, chez d'autres populations voisines, les religions importées (Islam ou Christianisme) ont considérablement atténué ces liens avec les puissances cht oniennes et avec les ancêtres, précisons que plus de 90 % des Lobi sont restés fidèles aux croyances anciennes et n'obéissent qu'à ses prêtres qui jouent souvent, discrètement, un rôle prépondérant dans la vie quotidienne de chaque paysan.

Enfin, pour terminer ce développement, il convient d'examiner une contradiction entre l'implication de certaines règles du système social lobi, offrant à chaque maisonnée une large autonomie d'action, et le consensus généralisé à toute la population lobi- birifor à appliquer scrupuleusement (pendant trois quart de siècle) l'interdit de suivre la voie des blancs; "Logiquement" cette autonomie des Tyor, jalousement revendiquée par chacun d'eux, aurait dû jouer en faveur d'une diversité dans l'application plus ou moins stricte de cet interdit. Or il n'en fut rien, jusqu'aux années 1970, pour ce qui intéresse, l'agriculture et l'élevage, aucune exploitation n'accepta (sauf sous la contrainte), la modernisation de ses techniques de travail, la vaccination de son bétail, l'adoption de nouveaux produits (coton, riz blanc, et même souvent l'arachide).

Une telle unanimité dans le respect de cet interdit ne peut découler que d'une autorité supérieure, capable de diffuser partout cet "ordre" et de le faire respecter. Or il n'existe ici, en pays lobi, aucun pouvoir temporel, centralisé, capable de mobiliser toute une population, spatialement dispersée et cloisonnée par clans.

Quant au pouvoir religieux, lui aussi est limité: le Tyordakun est prêtre pour la communauté villagoise; reste le <u>DYORO = rituel</u> qui a lieu tous les sept ans en plusieurs endroits du pays et qui rassemblent chaque fois plusieurs dizaines de milliers de Lobi et Birifor. Ce rituel a pour but de transformer le néophyte- homme et femme - appelé DYORBE, en un homme nouveau, en un LOBI A PART ENTIERE, après une période d'initiation de plusieurs mois. Au cours de cette période le Dyorbè pratique les dûres conditions de vie des anciens, apprend une langue secrète, approfondit ses connaissances sur la coutume, les interdits... tout ceci devant aboutir à sa "renaissance" sous la forme d'un Lobi authentique, qui a acquis LA CONNAISSANCE après avoir abandonné sa dépouille d'ignorant et changé son prénom (1).

¹⁾⁻ Le nouveau prénom choisi par le père, le tuteur ou un "parrain" correspond soit à un trait de caractère (Binduté= celui qui met dans le ventre; qui est rancunier, Gornuo= bouche de travers a une particularité physique ou à une devise, Gborondela= pirogue cassée: idée de désunion.) (M. Père" Les deux bouches" op. cit. PP.1165 - 1183 multig.)

Le Dyoro qui apparait donc comme le seul rituel capable de mobiliser des masses importantes de populations venues de tout le pays lobi et birifor, est indispensable à l'accomplissement de nombreux actes de la vie du paysan: don de la houe (autonomie), exercice de son autorité sur les membres de sa maisonnée et éventuellement sur la communauté villageoise, exercice de la prêterise à quelque niveau que ce soit...A l'inverse, un non initié au Dyoro, malgré son savoir, sa culture, son rang dans la société moderne, restera frappé d'une certaine incapacité auprès des siens et n'aura qu'une audience très limitée. Dans cette optique, le Dyoro devient un élément catalyseur fondamental, à une prise de conscience profonde chez tous les initiés d'appartenir à la société lobi, avec toutes les obligations que cela comporte aux plans respect et pratique religieuse et coutumière.

Revenons au début de ce siècle: les Blancs nouveaux maîtres du pays, s'attachent à introduire un "ordre nouveau "qui, après avoir fait table rase de l'organisation socio-religieuse, des techniques culturales et des valeurs culturelles... en somme tout ce qui forme l'armature de la société lobi, imposeront de nouvelles règles de vie fondées sur les idées de rentabilité, d'efficacité, de profit et de concurrence, notions totalement incompréhensibles alors, dans ce monde rural replié sur lui- même.

Dans ce nouveau contexte, on peut imaginer <u>l'hypothèse suivante</u>: les Lobi- Birifor (1), conscients du danger présenté par l'action des Blancs ont pu faire cautionner par les responsables religieux encadrant les groupes locaux, les initiatives prises par quelques uns d'entre eux pour bloquer le processus de rénovation engagé par les nouveaux maîtres; initiatives qui de proche en proche aurait été reprises par les seules populations engagées par le Dyoro.

¹⁾⁻ Les Lobi et les Birifor qui sont les deux seules populations à participer en grand nombre au Dyoro sont également les deux populations à avoir respecté l'interdit de suivre la voie des blancs pendant sept decennies.

A contrario, le Dyoro qui dant notre hypothèse aurait été un facteur qui préserva la culture lobi, pourrait devenir, selon J.M. Kambou (1) un allié du développement: " il semble absurbe de parler à un Lobi encadré par des croyances ancestrales, d'une possibilité de changement de mentalité sans tenir compte du Dyoro"... plus loin, " le Dyoro pourrait devenir un instrument de choix pour le développement du pays, s'il était judicieusement utilisé pour un changement de mentalité". Le Dyoro= " supporter" d'une action de développement ? Pourquoi pas !.

CONCLUSIONS

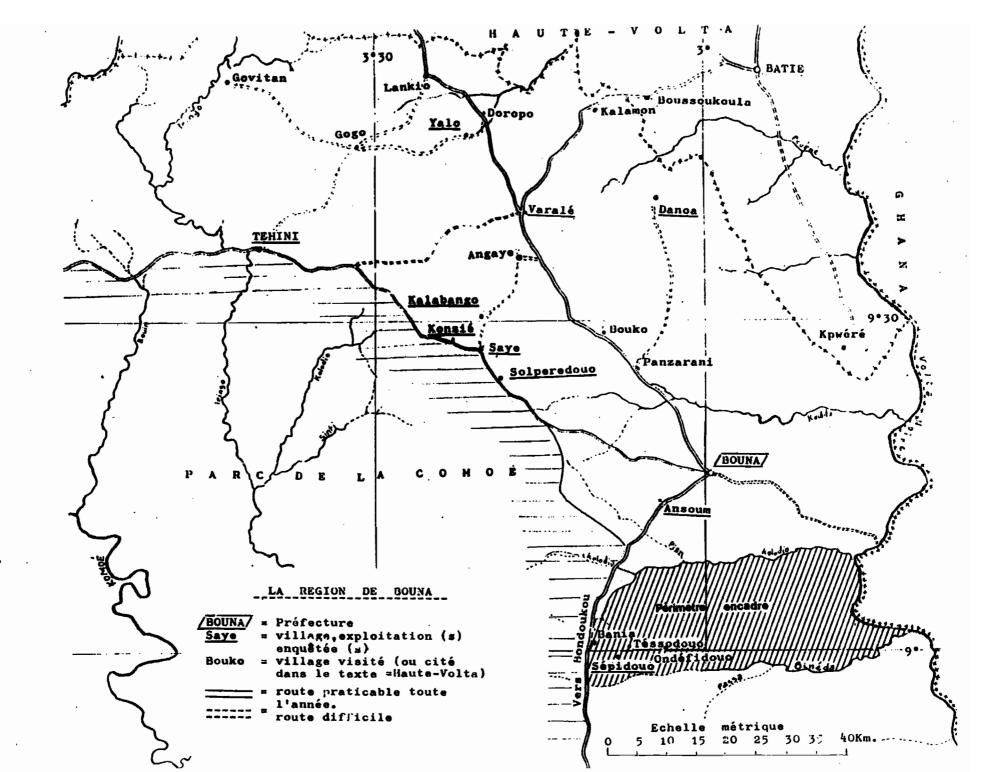
Aujourd'hui, la situation économique du Lobi de Côte d'Ivoire a beaucoup évolué depuis que la poussée migratoire s'est étendue jusqu'à la forêt, sur les nouveaux fronts pionniers de Nassian et Bondoukou. Toutefois cette évolution est irrégulière: elle varie du Nord au Sud et sur le périmètre encadré de Kolodio-Binéda. Elle varie aussi en fonction du mode de déplacement adopté: maisonnée entière déplacée, simple ménage ayant quitté le Tyor, ou encore, jeune garçon isolé cherchant un "contrat" chez les Koulango ou les Abron pour amasser un petit pécule.

Le nombre de personnes émigrées vers le Sud depuis 6 à 8 ans sur les nouveaux fronts pionniers est difficile à évaluer: ici nous avons de gros villages de plus de 500 habitants (Sakpa, Ouassidé), ailleurs ce sont de gros hameaux (Padi, Dimparé, Dougoutiquidougou) de quelques centaines d'habitants, enfin certains Lobi se sont accolés au village Koulango, formant un quartier d'une bonne centaine d'habitants (Sandégué, Madam, Bandola).

Ce mouvement migratoire pourrait intéresser entre 10.000 et 20.000 individus venus en grande majorité de la Sous-Préfecture de Bouna et de Téhini, aux terres très usées. Nous n'avons rencontré aucune famille venue directement du Burkina, sur une centaine de chefs de famille interrogés, mais seulement des manoeuvres isolés, très jeunes (15 à 20 ans), venus travailler temporairement chez les Koulango ou les Abron.

Pour mieux analyser les différentes situations observées dans une trentaine de village enquêtés, nous avons divisé le N.E ivoirienne en trois sous-régions:

- a)- Nord- Bouna et Téhini, zone anciennement colonisée par les Lobi ayant subi un délestage démographique récent (1975 85).
- b) Le périmetre de Kolodio-Binéda,
- c)- Front pionnier de Nassian Bondoukou et Sud Bouna à ce chapitre, nous joindrons les "marginalisés".
- 1)- Joseph Kambou "le Dyoro ou initiation sociale au sud de la Haute Volta, Paris diplômé EPUE 1972, 198 p. multig. (cit.p. 40); citation empruntée à M. Père in "Animation féminine dans une société villageoise traditionnelle le centre de Gaoua en pays lobi"- 1973. 252 p.+ biblio. cit.p. 89. multig.



II. ANALYSE SOCIO-ECONOMIQUE REGIONALE

1)- La zone de départ. Nord de Bouna et Téhini (1)

Ici, la présence des Lobi est ancienne, antérieure parfois à la période coloniale (2). Dans un article paru en 1962 dans les "Cahiers d'Outre-Mer", intitulé" La colonisation du pays Koulango (Haute- Côte d'Ivoire) par les Lobi de Haute- Volta" (3), nous avons présenté les traits essentiels qui caractérisent cette migration:

- a)- parmi les <u>causes</u> de départ, nous avons retenu: l'usure des terres (conséquence de l'application de techniques agricoles archaïques), les différents graves entre exploitations voisines, la fuite devant les tracasseries et la répression du colonisateur.
- b)- Le processus d'émigration vers la Côte d'Ivoire comprend la recherche de terres nouvelles, les modalités d'installation, les rapports entretenus entre le village d'accueil (Koulango) et pracampement lobi; nous retiendrons de cette dernière partie les formes de relations inter- ethniques.
- c)- Les formes de relations observées entre les deux groupes jusqu'en 1965 70 et leur évolution postérieure.

A. Situation ancienne 1900 - 1965

Nous avons affaire à deux types d'organisations sociales différentes; les Koulango forment une société hiérarchisée, organisée au plan villageois mais démographiquement faible (estimation en 1975 = 7.500 hab. à 8.000 hab.); (4)

Les Lobi, société acéphale, sans pouvoir politique hiérachisé, sont environ dix fois plus nombreux que les Koulango de Bouna- Téhini= 75.000 hab. à 80.000 hab. environ (estimation 1975.) (4) Contre 7 500 Koulango.

¹⁾⁻ Villages enquêtés en 1985: Konzié, Saye, Tonkadouo, Angaye, Bouko, Panzarani, Lagbo, Tobayi (Birifor), Assoum II.

²⁾⁻ Les anciens du villages Koulango de Konzié ont entendu raconter par leurs parents qu'au passage des troupes de Samory, en 1897, les Lobi en avaient profité pour voler les bovins; Par contre à Danoa, les rescapés Koulango avaient échappé au massacre de Samory en se réfugiant dans les villages Lobi voisins.

³⁾⁻ Cahier d'Outre-Mer tome XV, pp. 25 à 46.

⁴⁾⁻ G. Savonnet: Lobi et Koulango de la région de Bouna- enquête 1979. multig Orstom

Les rapports de "force" sont, entre ces deux populations, inversement proportionnels à leur poids démographique. Les Koulango, les moins nombreux, détiennent une suprématie certaine sur leurs hôtes, suprématie, liées principalement à leur maîtrise exercée sur la terre et aux relations privilégiées qu'ils entretiennent avec les puissances cht oniennes des lieux.

Les Lobi, quant à eux, installés récemment sur les terres étrangères, non familiarisés avec les dieux du sol et de la brousse, ne peuvent qu'accepter la protection (donc la tutelle) des Koulango et se plier à leurs décisions. Chaque village koulango exerce donc sur les hameaux ou campements lobi édifiés sur son domaine foncier, des pouvoirs non négligeables: les Koulango sont des intermédiaires attirés entre leurs hôtes et les pouvoirs publics (impôts, recensements, réquisitions...), leurs femmes quant à elles commercialisent les produits de leurs "protégés"; en cas de différends opposant deux maisonnées lobi (rapt de femmes, de boeufs...), lorsque le chef de la communauté est incapable de les résoudre, on fait appel au médiateur koulango; il en va de même, nous l'avons signalé, pour tout ce qui intéresse la réparation de fautes graves causées à la terre; enfin les Lobi doivent, par des offrandes, des dons en nature, participer aux fêtes religieuses des Koulango.

A chaque service rendu, le Lobi est moralement obligé de manifester sa gratitude par des cadeaux ou des offres de service. En cas de besoins, le Koulango peut faire appel à ses obligés: préparation du champ d'igname, "avance" de produits vivriers pendant la période de la soudure... Ces services rendus sont rarement remboursés ou très modestement payés...

Ainsi, <u>au cours des temps</u> (6 ou 7 décennies), il s'est instauré <u>entre</u> les deux populations des liens étroits de dépendance, une sorte de commensalisme ou de symbiose profitable aux uns comme aux autres. Si le Koulango bénéficie d'une aide économique précieuse dont il abuse trop souvent, <u>le Lobi</u>, grâce à ses hôtes qui le débarrassent de nombreuses contraintes, qui lui évitent les contacts avec les Blancs et le modernisme, <u>peut vivre en dehors de son temps suivant les normes ancestrales</u>. Au cours de la première décennie de l'indépendance de la Côte d'Ivoire 1960 - 1970, cet équilibre fragile est rompu lorsque les jeunes émigrés, de plus en plus nombreux, quittent le village et s'évadent pour plusieurs années sur les chantiers des villes et des plantations du Sud. Revenus au pays ils rapportent des biens de consommation nouveaux, des idées modernes et la notion de profit!.

B- Situation actuelle

A partir de 1965-70 les rapports entre les deux populations se dégradent: si le solliciteur lobi offre encore des cadeaux au médiateur koulango pour les services qu'il lui rend, il exige maintenant une juste rémunération pour les travaux exécutés sur les champs de ses hôtes; par ailleurs, il se fera payer à leur juste prix les produits alimentaires cédés pendant la période de soudure; enfin, les femmes lobi s'enhardissent à proposer le surplus de leurs récoltes et les ignames aux commerçants de passage (1).

Ainsi, dans ce nouveau contexte social, les rapports entre les deux groupes passent d'une phase de "complementarité" (dans la satisfaction des besoins entre partenaires) à une phase de concurrence (de rivalité) entre les deux parties, qui s'exerce de plus en plus dans le domaine foncier.

Dès 1970, les bonnes terres vierges ou bien reposées pour la culture de l'igname se font de plus en plus rares; la pression démographique s'est accentuée, certes, mais avec une densité de 15 hab./ Km2, les terres devraient être suffisantes pour assurer l'alimentation des populations (2). Or, chez les Lobi, le système de culture ultra-extentif (et épuisant), par la durée du cycle de mise en valeur (5 à 6 ans) imposé à des sols fragiles (arènes granitiques), le paysan ne parvient plus à réutiliser ses jachères après 20 années de repos (3). De leur côté, les Koulango incapables de préserver leurs réserves de bonnes terres contre l'expansion de leurs voisins accroissent la durée du cycle cultural qui passe de 2 à 3 et même 4 années.

Par ailleurs pendant les périodes de 1970 à 1975 et de 1981 à 1983, le manque de pluie, auquel s'ajoute une déforestation importante des vallées (pour l'implantation des rizières) diminuent les rendements des cultures vivrières et affaiblissent temporairement les espoirs de reconversion agricole.

¹⁾⁻ En pays lobi, tous les produits agricoles sont vendus par les femmes, tandis que la commercialisation des troupeaux est de la compétence de l'homme.

²⁾⁻ Voir "Lobi et Koulango de la région de Bouna- Compte rendu d'enquête sur le terrain" Nov.-Déc. 1979. Doc. multig. ORSTOM Paris (voir p.29).

³⁾⁻ A Solperedouo, j'ai assisté aux premières installations des émigrés lobi, en 1954 et à leur départ en 1979 après tentatives infructueuses de remise en culture des terres abandonnées à la jachère depuis une vingtaine d'années!

La comparaison des chiffres du tableau ci-dessous souligne la dégradation de l'économie agricole de cette région au cours des 20 dernières années.

Tableau n°1: EVOLUTION DES SURFACES CULTIVEES - 1966 - 1984

		LOBI		ΚO	ULAN	GO	MOSSI				
ANNEES	Surface	8	8	Surface	8	8	Surface	8	8		
	Cult.	Cult.	cult.	cult.	cult.	cult.	cult.	cult.	cult.		
	/hab.	igname	riz_	/hab.	igname	riz	/hab.	igname	riz_		
<u>1966</u>	1,04	27,5%	0	0,8	53,5%	0		-	-		
1979	0,92	21,4%	3,5%	0,62	27,5%	3,5%	-	-	_		
1984	0,44	6,9%	1,65%	0,29	15%	7,76%	0,26	3,6%	2,25 %		

Ces chiffres sont empruntés à trois études réalisées sur des terrains d'enquête distincts et par des méthodes d'approche différentes (monographie de deux villages en 1966, études ou enquête régionales en 1979 et 85); ils doivent, par conséquent, être interprétés comme représentant une tendance régionale générale (ou une illustration).

La superficie cultivée par habitant diminue de plus de la moitié en 20 ans quelle que soit la population;

La culture de l'igname s'effronde au cours de cette période: en 1984 elle ne représente que le quart de ce qu'elle était en 1966.

Le riz, produit de substitution de l'igname pour la commercialisation a peine à s'implanter chez les Lobi, tandis qu'il progresse chez les Koulango.

Enfin, un troisième "concurrent", le Mossi apparait dans certaines parties de la région et entre en compétition avec les Koulango et Lobi.

Pour mieux appréhender ces problèmes de développement, il convient de partager la région de Bouna- Téhini en trois sous-régions ayant chacune leurs caractères propres:

- A)- <u>Le secteur Ouest</u> couvrant la Sous-Préfecture de Téhini et la portion s'étendant à l'Ouest d'une ligne passant par Yalo (route de Bouna-Téhini), Varalé et s'infléchissant vers le NW. (voir la carte n°2)
 - B)- Le secteur Nord couvrant la petite région de Doropo- Kalamon.
 - C)- <u>Le secteur Central</u> s'étendant à l'Est de la route Bouna- Varalé-Kalamon.
 - D)- Assoum II, que nous avons ajouté pour illustrer le processus actuel des migrations lobi.

A)- LES SECTEUR OUEST:

Depuis 1979, date de ma dernière tournée dans le pays, la situation agricole s'est profondément dégradée. Dans le triangle Yalo (Bouna), Angaye, Kwebonou, on découvre partout des ruines de Tyor, signe de nombreux départs lobi. Nous en connaissons déjà les causes: dégradation des terres par les pratiques culturales, sècheresses depuis 1982, qui arrête le développement de la riziculture naissante. Les paysans restés sur place essaient de découvrir des "stratégies nouvelles" qui leur permettraient de récolter suffisamment pour subvenir à leurs besoins.

L'igname cultivé jusqu'ici sur les terres sablonneuses des revers de plateaux donne, sur ces sols épuisés, des rendements très faibles, conséquence aussi de la venue tardive des pluies de printemps qui retardant la germination des tubercules diminue considérablement la taille et le poids des racines (1). Une nouvelle stratégie a été imaginée par les Lobi depuis quelques années: ils construisent leurs buttes sur les berges non inondables des ruisseaux, pourvues de terres profondes, humides et fertiles (2). Ainsi, parviennent -ils à obtenir des tonnages excellents (3) qui leur offrent des revenus/ ha comparable à ceux des années normales (voir tableau ci-dessous).

Tableau n°2. Situation agricole en 1984 Surface cultivée et évolution de la culture de l'igname

S/région	Nbre	Nbre	Moy.	Surf.	Surf.	S.	S.	s.		1966 - 1984					
& Ethnies	hab.	expl	/hab/ expl	cult.	cult.	igna- me	riz	céré- ales		1966	1979	1984			
Lobi	42	5	8,4	17,44		1,85 10,6%	0,06 0,3%			27,5%	. 16%	10,6%			
KOULANGO	27	⁻ 4	7	7,21	0,26	0,83 11,5%	0%	6,12 88,4%	, ,	55,5%	<i>30</i> %	11,5%			

¹⁾⁻ Voir M.Bordes "Notes techniques sur la culture de l'igname dans le N.E, sa place dans l'exploitation" 12 p. multig, et 1977- Enquêtes et observations concernant le problème des tubercules en Haute-Volta (direct. des services agricoles et IRAT) rapp. 77p. "chaque jour de retard dans la levée (de l'igname) détermine une chute de production égale à 89, 4g par butte soit 340 Kg/ha" cit. p.5.

²⁾⁻ Déjà, en 1979, j'avais observé à Solperedouo et Kabango (même secteur) cette "descente" de l'igname vers les vallées.

³⁾⁻ Campagne 84/85, rendement d'igname précoce à Konzié= 13,5 t/ha. 12 t. à Saye; en cultures associées, 9,5 t. à Konzié. Doc. CIDT, antenne-évaluation

chez les Lobil

En 1984, les surfaces consacrées à l'igname sont réduites à peu près au tiers de ce qu'elles étaient en 1966, et au cinquième chez les Koulango. Les autres cultures vivrières occupent donc maintenant chez les deux groupes une place prépondérante: 9/10e des surfaces mises en valeur. Le maïs et le sorgho sont semés sur les terres de vallées (autrefois inondées), tandis que le mil et l'arachide (cette dernière culture prend une grande extension) sont installés sur les terres sablonneuses des revers de plateau.

Or dans la région de Konzié- Saye- Angaye, la récolte 1984 du mil et sorgho est déficitaire, tandis que celle de l'arachide est excellente, mais...la commercialisation est mal assurée. Certains villages lobi (tel celui de Tonkadouo) sont revenus à la pratique du troc: arachide contre sorgho et mil sur les marchés locaux.

Tableau N°3- Revenus potentiels chez les Lobi et Koulango, secteur Ouest 1984

Population	Nombre habi- tants	Revenu brut total	Rev.brut/ habitant	Autoconsom	Revenu net total	Revenu net/ habitant
Lobi	42	1 796 800	42 800	615 000	1 182 000	28 150
Koulango	27	793 600	29 400	325 200	468 400	17 350

Les chiffres du tableau n°3 ci-dessus font apparaître des revenus modestes gagnés par le paysan, conséquence de la réduction des surfaces consacrées à l'igname (autrefois principale source de revenu) et de l'abandon provisoire de la riziculture que Lobi et Koulango souhaitent reprendre et étendre dès que les conditions climatiques seront devenues meilleures.

Les bovins ayant tant bien que mal survécu aux années de sècheresse leur permettent d'espérer qu'ils pourront utiliser leurs bêtes les plus solides comme attelage et que grâce à la charrue la riziculture pourra connaître un nouvel essor.

Mais tous ces espoirs formulés au cours des entretiens cachent mal cependant la déception des Lobi de ne pouvoir aller rejoindre les immigrés de Nassian auxquels ils ont rendu visite. En 1985, ils se trouvent piègés par les 3 dernières campagnes désastreuses; ils n'ont pas assez d'argent pour louer un camion et changer de région (il n'est plus question en 1985 de revenir au

système de migration anciennes au cours de laquelle toute la famille se déplaçait à pied pour rejoindre la nouvelle résidence; ce serait un déshonneur, ce serait afficher sa misère que de "partir comme des vagabonds").

Les familles cherchent donc à survivre, espérant de meilleures années qui leur permettront d'amasser suffisamment d'argent pour enfin s'installer sur ces nouvelles "terres promises" du sud.

B)- LE SECTEUR NORD:

Ici, la situation apparait aussi critique que dans l'Ouest, mais les problèmes se posent différemment.

	1984										
DOROPO	Nbre hab.			Surf.	Surf. Céréa- les	, .	% Surf. ign.				
Lobi	48	6	8	21,5	0,45	0,48	0,37 1,7%	20,6 96%	l ha	15,5%	
Koulango	15	2	7,5	3,06	0,2	0,004	0	3,05 98,5%	0,6	26%	
Mossi et Dioula	102	8	12,7	27,15	0,26	0,99 3,6%	0,615 2,2%	25,5 94%			

Tableau N°4: Les situations agricoles en 1979 et 1984 (surfaces cultivées).

Les chiffres présentés ci-dessus expriment assez bien la crise qui prévaut actuellement dans ce secteur: les cultures de rente (uniquement l'igname) ne représentent plus en 1984, respectivement pour les Lobi et les Koulango que 2,2% et 1,4% des surfaces cultivées contre 15,5% et 26% en 1979. Parallèlement, les espaces mis en valeur par habitant s'effondrent et passent de 1 ha. et 0,6 ha, en 1979, à 0,45 et 0,20 ha. en 1984 pour chacune des deux populations.

Cet effondrement de l'économie agricole qui a déclanché ici le départ de nombreux Lobi, est en grande partie liée à la sècheresse et à l'usure des terres: réduction considérable des espaces cultivables. Par ailleurs, Lobi et Koulango qui disposent dans ce secteur de vallées alluviales nombreuses et plus vastes que dans l'Ouest se sont rarement intéressés à la riziculture. Ce sont les Mossi et les Dioula, bien avertis des techniques rizicoles qui mettent en valeur la majorité des terres inondables.

Ainsi, ces chiffres expriment sans ambiguïté l'échec actuel de la culture traditionnelle de type extensif: la diminution des surfaces cultivées par habitant ne correspond nullement à une intensification de l'agriculture mais bien à la pénurie des terres cultivables (1)

Cette situation est encore aggravée par l'installation récente des colonies Mossi fort nombreuses qui utilisent de vastes espaces réservés jusqu'ici aux Koulango et Lobi.

En somme, la situation dans le secteur nord apparait plus grâve que celle observée dans l'Ouest; au facteur de dégradation du milieu physique, s'ajoute celui de la concurrence foncière des Dioula (peu nombreux) et des Mossi (2). Or cette dernière population au pouvoir politique centralisé offre, à l'intérieur des groupes, une cohésion sans faille qui lui permet une action de "grignotage", terres très efficace.

mossi

Face aux nouveaux immigrés, très unis autour de leur chef, ni les Lobi, ni les Koulango (ces derniers fort peu nombreux) ne sont capables d'opposer une action concertée capable de limiter leur prétention. Dès 1975, déjà dans le secteur de Kalamon et Danod, de graves incidents avaient opposé les Koulango aux Mossi (3): chaque années ceux-ci occupent (sans autorisation aucune) un peu plus d'espace abandonné à la jachère par les Koulango et Lobi;

¹⁾⁻ Les chiffres ont été empruntés à mon rapport de 1979 et aux données statistiques de l'antenne évaluation de la CIDT (1984) mises à ma disposition par Monsieur N'Daw. Précisons que le rendement de l'igname à Doropo (campagne 84/85) est de 7T

recisons que le rendement de l'igname à Doropo (campagne 84/85) est de /T contre 12 T, 13T à Sayè, Konzié (chiffres antenne évaluation CIDT) = indice certain d'un épuisement profond du sol.

²⁾⁻ Il faut ajouter la surcharge pastorale (52 têtes de bétail/ha. en 1984), conséquence des sècheresses au Burkina qui ont incité les pasteurs peul à "descendre" leurs bêtes vers le sud plus humide, (renseignement SODEPRA).

³⁾⁻ Renseignements recueillis à Kalamon et Danoa en 1979.

si les premiers réagissent énergiquement (mais sans résultat véritable), les seconds apparaissent plus passifs (ce qui ne"colle" guère à leur personnalité.) Cette absence de combativité lobi s'explique par leur statut d'immigré (ils ne détiennent qu'une délégation de pouvoir sur les terres qu'ils utilisent, ils ne sont pas totalement maître de leur terroir) mais aussi peut- être par un secret projet de quitter prochainement le pays; ils découvrent dans cette hostilité qui oppose Koulango à Mossi, une raison supplémentaire d'émigrer vers les terres neuves du Sud.

Tableau N°5- Revenus potentiels dans les trois groupes

Ethnie	Nombre habi- tants	Revenu brut total	Rev.brut/ habitant	Autoconsom	Revenu net total	Revenu net/ habitant
Lobi	30	789 700	26 320	306 600	483 000	16 100
Koulango	15	228 000	15 000	219 000	9 000	600
Mossi-Dioul	102	720 000	7 200	1 460 000	- 740 000	- 7 400

Ici, les revenus potentiels provenant de l'agriculture sont à la limite de la misère. Les Lobi parviennent tout juste à subvenir à leurs besoins; les Koulango seraient plongés dans la misère si, en tant que maître de la terre, ils ne recevaient des cadeaux en nature de leurs hôtes; quant au Mossi et Dioula, leurs activités paysannes sont marginales: le plus clair de leurs ressources provient de leurs bénéfices commerciaux: vente de bestiaux, de grains, de produits manufacturés...

C)- LE SECTEUR CENTRAL:

Ici aussi, les Lobi ont émigré en grand nombre vers les fronts pionniers du Sud, principalement entre 1975 et 1983. A Bouko, par exemple, 10 familles sont parties en 1983, 3 seulement en 1984, aucun projet de départ pour 1985; à Lagbo, une vingtaine de maisonnées ont émigré depuis 1980 (près de la moitié du village); par contre la population birifor de Tobayi- Bayana reste stable, aucun émigré pendant cette période !.

Ce délestage démographique a libéré de nombreux terroirs familiaux qui sont tombés dans le patrimoine foncier villageois et ont été distribués par le chef de terre entre chefs de maison restés sur place. Dans certains cas, on assiste même parfois à un accaparement des bonnes terres et à la formation de propriétés relativement importantes: en 1985, le chef de village de Lagbo cultivera une quinzaine d'hectares de bonnes terres dont 2 à 3 ha. de rizière ; à Bouko, un chef d'exploitation d'une quarantaine d'années a mis en valeur en 1984, selon des techniques modernes, près de 40 ha avec l'aide de ses 4 fils, de 4 attelages et d'une dizaine de manoeuvres à temps partiel, venus du Burkina (1).

Les vallées des affluents de la Volta Noire (qui coule à une dizaine de kilomètres plus à l'Est), sont larges (150 à 250 m.) et pourvues de terres alluviales profondes et fertiles favorables à la riziculture. Les expériences rizicoles qui se sont déroulées de 1965 à 1970 à Varalé (voir carte n°2), l'encadrement CIDT, plus récent, le "rétrécissement" des terres à ignames ont incité Koulango et Lobi à tenter avec des moyens modernes l'expérience rizicole. Toutefois, les deux dernières années de sècheresse ont considérablement ralenti ce renouveau agricole, comme le soulignent les chiffres du tableau ci-dessous.

	1984										19	979
Popul.	•	Nbre Expl	Moy hab/ Expl	S.cult totale					Surf cult /hab	Surf.	Surf. riz	Surf. céréa le
Lobi	46	5	9,1	16,9	0,38	1,67 9,9%	0,98 5,8%	14,25 84,2%	0,7	34%	3%	62 , 5%
Koulango	36	3	12	12,4	0,34		1,7 14 %			25 %	9 %	64 %

Tableau n°6 comparaison de la situation agricole en 1979 et 1984.

¹⁾⁻ Maïs= 5 ha., Sorgho, mil= 12 ha., le tout amendé à la fumure chimique, mais aussi organique; arachide 7 ha, igname= 3 ha, riz= 8 ha... jusqu'en 1985, cette expérience lobi, réussie (rendement/ ha du riz= 4t, arachide= 2 T maïs sorgho= 1,5 t.) n'avait pas encore fait école auprès des autres Lobi.

Malgré la présence de terres libres plus nombreuses, les surfaces cultivées en 1984 ont diminué en gros de la moitié depuis 1979, aussi bien chez les Lobi que chez les Koulango. Cette réduction des espaces mis en valeur sont liés aux effets de la sècheresse de 1982/83 qui a rendu inutilisables de nombreux champs de plateaux aux sols arénacés très perméables. Les cultures pluviales ont été concentrées sur les emplacements les plus humides: bas de pente et de talus, bord des bas-fond et des vallées. Cette stratégie nouvelle a eu pour conséquence l'abandon partiel, chez les Lobi, de la culture de l'igname installée jusque là sur les hautes terres mais en même temps le défrichement et la mise en état des secteurs inondables pour créer ou étendre leur rizière.

Les Koulango, quant à eux, déjà bien engagés dans la riziculture (1) ont réussi à maintenir à peu près leur surface en igname en la cultivant sur les marges non inondées de leurs rizières mais ne purent compenser les pertes de surface de celles-ci par de nouveaux aménagements.

En somme le remodelage des espaces cultivés, remodelage destiné à atténuer les effets de la sècheresse sur l'économie paysanne a fait prendre conscience, chez les Lobi de la fragilité de leur système de culture fondé uniquement sur les cultures pluviale et de leur intérêt à élargir leurs activités à la riziculture. Cette prise de conscience se traduit en 1985 par la volonté généralisée de poursuivre cette nouvelle activité et de la développer selon des méthodes modernes (utilisation de la fumure, d'attelages bovins...).

La fumure chimique (à base de NPK) est déjà (modestement) utilisée par quelques exploitants lobi sur leur petite parcelle de riz, mais aussi pour la culture de l'arachide en passe de devenir un produit de rente (2). Le coût élevé de l'engrais est un frein à son utilisation plus large; la suggestion d'employer la fumure organique ramassée dans les parcs à boeufs les intéresserait au plus haut point, si le problème du transport dans les champs étaient résolus. La possession d'un attelage bovin avec un petit matériel s'avère donc indispensable pour l'aménagement des rizières, au bon moment (premières pluies), l'élimination des racines, des plantes adventices, le transport de la fumure, des moissons, du bois de chauffage...(3).

¹⁾⁻ Tous islamisés, les Koulango ont depuis une dizaine d'années imité leurs coréligionnaires Dioula, riziculteurs depuis des générations.

²⁾⁻ L'arachide a été peu cultivée par les Lobi jusqu'en 1970 environ, moment où l'interdit de suivre la voie des Blancs est levé.

³⁾⁻ Jusque là, les Lobi louaient les services d'un propriétaire d'attelage pour labourer leurs champs dessouchés au prix de 10.000 F CFA l'hectare.

Le Lobi a bien conscience de ce nouveau problème à résoudre et les demandes de crédits pour l'achat de matériel devraient être nombreuses en 1985; pour son attelage, il se réserve de choisir dans son troupeau de solides taurins qu'il dressera lui-même avec l'aide et les conseils de voisins déjà rompus aux techniques de la traction bovine. Cette collaboration spontanée entre paysans (Koulango, Lobi ou Dioula) est de bonne augure dans la mesure où elle est l'amorce (peut-être) de la formation d'une communauté villageoise active et dynamique placée au delà des différences d'ethnies et de religions. (1)

Tous ces projets (ou début de réalisation): culture attelée, engrais, matériel agricole, riziculture, ont pour effet de stabiliser le paysan lobi dans son village, aucun de ceux interrogés dans ce secteur n'a l'intention d'émigrer. Par ailleurs les améliorations apportées à sa maison (toit de tôle, parfois crépissage des murs extérieurs au ciment...), les aménagements rizicoles, le matériel agricole tous ces investissements humains ou financiers fait dans l'exploitation sont autant de liens qui retiennent le Lobi au village.

Les jeunes quant à eux sont revenus à l'émigration temporaire dans les villages ou les chantiers et plantations meridionaux "pour voir du pays". Ces départs vers le sud s'apparentent plus à une sorte d'initiation à l'environnement moderne qu'à une rupture avec la famille (laquelle, dans la plupart des cas, autorise ces absences). Ces nouveaux initiés à l'aventure estiment par ailleurs que le pécule ramené après une année de travail est nettement moins élevé que les revenus obtenus sur leur parcelle personnelle au village! (3).

¹⁾⁻ Cas rencontrés à Bouko et Panzarani, villages pluri-ethniques

²⁾⁻ Quelques exploitants ont évité la perte de leurs animaux de trait en utilisant alternativement le matin et l'après midi un attelage différent; d'autres envisageaient l'achat d'un motoculteur (Panzarani)

³⁾⁻ Ici, l'éventail des produits autorisés est large: igname, maïs, riz, arachide et plus tard ils le souhaitent, le coton.

Tableau n°7 Revenus potentiel dans le secteur central en 1984

	LOBI	KOULANGO
Nombre d'habitants	46	36
Revenus brut (x1000 F)	1 652	1 420
Revenus br./habit	35,9	39,4
Autoconsommation	571	434
Revenu net	1 081	986
Revenus net/hab	23,5	27,4

En 1984, les revenus théoriques du paysan, dans le secteur central, ne correpondent guère aux efforts de restructuration et de modernisation en cours de réalisation.

Les revenus des Lobi sont inferieurs à ceux des Koulango; pour une fois, ces derniers ont une nette avance technologique sur leurs hôtes (du fait de la riziculture), mais ils bénéficient en même temps de terres meilleurs (en tant que maître de la terre) que ce soit pour la culture de l'igname ou pour celle du riz. Il est probable qu'avec le retour à un cycle pluviométrique mieux équilibré en 1985 et la bonne volonté affichée par les exploitants à se moderniser et à intensifier leurs cultures (utilisation de l'engrais, de graines séléctionnées), les Lobi parviendront à rattraper leur retard et à doubler leur revenus potentiels. Précisons que ce sont les petites exploitations rassemblant entre 8 et 15 personnes qui s'engagent le plus volontiers dans l'innovation et le modernisme agricole. Nous reviendrons plus loin sur ce sujet.

Pour clore ce premier développement sur la région de Bouna-Nord, il convient d'examiner le cas observé à ASSOUM II qui permet d'analyser sur le vif, certains mécanismes qui ici, déclanchent des migrations en chaîne vers le Sud.

D Le cas d'ASSOUM II - Ce village créé en 1963 par un chef de maison de Doropo, est installé le long de la route de Bondoukou-Bouna, à une dizaine de Kms de cette dernière ville; ce village rassemblant 1098 hab. en 1979, bénéficie de nombreux atouts favorables à son développement agricole: proximité de la route pour évacuer les produits, type de sols variés,

permettant la culture du riz des céréales et de l'igname, possibilité de produire du maraîchage à contre-saison, présence d'une école, de puits et de boutiques.

Certes, en 1985 les bonnes terres à igname sont à une bonne heure de marche du village, les rizières aménagées à un km de la route, ainsi que les jardins d'arrière-saison sont régulièrement dévastés par les troupeaux peul conduits vers Bondoukou pour la vente.

Les gens du village se seraient peut-être accomodés de ces désagréments et difficultés, si en 1979 quelques uns d'entre eux n'avaient eu la curiosité d'aller rendre visite à des parents ou des amis établis sur les fronts pionniers de Nassian et Bondoukou. Ils y ont constaté la prospérité règnant dans le nouveau village, la fertilité des terres, les immenses espaces libres propres à la culture de l'igname. Au retour ils ont pu comparer leur propre situation à celle observée chez leurs amis; des jeunes ayant voyagé dans d'autres secteurs de cette zone préforestière sont emballés eux aussi par ce qu'ils ont découvert; chacun about lt mêmes conclusions: il faut émigrer avant que d'autres n'accaparent les terres encore vacantes.

Cette constatation une fois faite, on accumule les arguments favorables au départ: terres à igname devenues trop éloignées et difficiles d'accès; les troupeaux peul saccagent les champs, les rizières et les jardins; on a peine à payer les manoeuvres qui remplacent les écoliers, lesquels, une fois les classes achevées s'évadent vers les villes, l'encadrement de la CIDT est insuffisant; le crédit, l'engrais sont trop chers...

Ainsi, peu à peu les conditions matérielles et psychologiques sont réunies pour créer à l'intérieur de la population d'Assoum II une sorte de psychose collective de départ. A l'automne 1980, deux ou trois familles décident de partir. Les "arrangements" avec le chef du village-hôte sont menés par le chef de maison (ou son fils aîné si le Tyordakoun, est trop âgé). Dans ce dernier cas le fils a reçu du père une délégation de ses pouvoirs pour agir en son nom). Les affaires sont alors menées rondément: l'emplacement du Wa et la délimitation du future domaine foncier sont décidés; après un sacrifice à la terre, un morceau de forêt a été abattu, débroussaillé, et quelques buttes à igname construites afin d'inscrire sur le sol la prise de possession par le nouvel émigré de son domaine nouveau.

Par la suite, fin décembre après les récoltes tous les hommes de la maison quittent Assoum II pour le nouveau village d'accueil afin de préparer les champs, construire les Wa, planter l'igname; en Février ou Mars c'est le départ du reste de la famille par camion avec des sacs de mil, maïs, sorgho, la volaille... Ne restent au village de départ que le vieux père, ses femmes, le cadet de ses garçons, et le troupeau, qui au début de la saison sèche rejoindront le nouveau village sur front pionnier.

Ainsi, d'année en année, le village se vide de ses habitants sous l'action d'une impulsion migratoire irréversible quand elle est enclanchée et se solde par des départs en chaîne: 19, prévus pour 1985 !.

Ceux qui restent (de nombreux jeunes gens "ayant voyagé" en Basse Côte d'Ivoire sont décidés à vivre à Assoum II) veulent bénéficier de la vacance des nombreuses terres abandonnées pour agrandir le domaine familial et moderniser leur agriculture. Dans leur projet, la riziculture tiendrait une place importante (sans toutefois renoncer à la culture de l'igname) et la traction bovine se développerait : on attend beaucoup de l'attelage, non seulement pour labourer la terre des rizières, mais aussi pour le transport des récoltes moissonnées dans les champs lointains.

Pour la culture du coton, qui n'a jamais été pratiquée au village, les paysan "veut voir avant d'entreprendre ", c'est à dire expérimenter cette culture sur des champs témoins avant de s'engager(1). Pour la réalisation de ces projets les Lobi espèrent beaucoup de la CIDT: encadrement rapproché, dressage des bovins mais aussi... crédit pour l'achat du matériel.

Les jeunes, moteur de ces projets, réussiront-ils à convaincre les anciens, à franchir les obstacles dressés par la coutume ou à la contourner ? Auront-ils la patience de jouer le jeu du modernisme jusqu'au bout ?.

¹⁾⁻ Ce sont les jeunes principalement qui s'intéressent à la culture cotonnière les vieux restent sur leur réserve (l'interdit touchant cette culture imposée autrefois par les blancs, ne serait-il pas encore levé ?).

2) - LE SECTEUR DE KOLODIO - BINEDA

La création en 1969 du périmètre de Kolodio-Binéda, après la levée de l'interdit opposé par les Koulango, maître de cette terre, de cultiver ce vaste territoire inhabité, avait pour objet d'installer sur ces terres neuves une zone pilote ouverte aux Lobi tout spécialement et qui, par un encadrement étroit, l'introduction de nouvelles cultures, d'une technologie plus moderne, s'articulant autour de la culture attelée, devait transformer le paysan traditionnel en un cultivateur averti et ouvert au progrès.

En 1985, si l'on peut admettre que cette colonisation des terres neuves du sud Bouna fut un succès par le nombre d'immigrés venus s'y installer, par l'élan économique qui s'y est développé (vente de l'igname mais aussi des céréales), on doit constater en même temps l'échec du projet de transformation du Lobi en un cultivateur moderne, ceci malgré les efforts financiers consentis dans tous les domaines: agriculture, élevage mais aussi santé, hygiène, éducation...

Nous ne reviendrons pas sur les causes multiples ayant entrainé ces échecs: méconnaissance du milieu naturel, imprévision dans les modalités d'installation des immigrés (un contingentement annuel des familles lobi "candidates" aurait facilité la tâche des responsables sur le terrain et évité les improvisations), non participation paysanne à l'aménagements d'intérêt collectif (puits, déssertes, plantation d'arbres...) et surtout encadrement déficient en quantité et en qualité: en 1979, trois jeunes volontaires du progrés, pleins de bonne volonté mais sans expérience ni formation approfondie pour tout ce qui touche les problèmes agropastoraux en pays tropicaux, "encadraient" 120 à 150 exploitations !.

Les résultats, aujourd'hui, après 15 années" d'exploitation", se traduisent par un retour aux pratiques culturales traditionnelles (mais y at-11 eu un début de modernisation?), avec culture ultra-extensive, c'est la course à la terre sans aménagements anti-érosifs, les plus élémentaires, déforestation trop poussée, abandon des terres inondables aménagées à grands frais pour la riziculture (plusieurs dizaines d'hectares), abandon de la fumure chimique, (lors-que les responsables du projet décidèrent de ne plus la distribuer gratuitement), abandon de la culture attelée, un des "fers de lance" du projet (à peine une demi-douzaine d'attelage en 1985 contre une quinzaine en 1979).

Comment cet écheu est-il ressenti par les Lobi ?

Si l'on en juge par le succès de l'immigration, le paysan lobi a trouvé dans ce cadre nouveau, un niveau de vie très nettement plus élevé que dans le nord de Bouna ou au Burkina, un confort qu'il apprécie: puits dans chaque village, marchés actifs, boutiques dispensaires (et bientôt maternité), écoles proches de chez lui ou dans son village. Les perspectives de disette ont définitivement disparu, la santé des habitants s'est nettement améliorée, la recherche de l'argent pour l'achat d'habit, de pétrole, savon... n'est plus qu'un souvenir. Le tableau n°8 ci-dessous offre un aperçu de l'évolution des surfaces cultivées et des cultures de rente (igname et riz) entre 1979-84.

Tableau n°8 Evolution des surfaces cultivées en riz et igname en 1979-84

	1 9	7 9	1 9 8 4			
S. Cult./hab.	% igname .	% riz	S.Cult/hab	% igname .	% riz	
1,15 ha	36 %	3 %	0,55	30 %	1 %	

Les surfaces cultivées par habitants ont diminué de moitié, conséquence d'une augmentation des populations et peut être aussi de l'éloignement des champs. (1) Le pourcentage des terres consacrées à l'igname a diminué légèrement (pour les mêmes raisons que ci-dessus), pour le riz, constat d'échec total.

Les modes de vie du Lobi n'ont guère changé depuis son arrivée, malgré sa maison crépie au ciment, au toit de tôle, les mobylettes des jeunes, la bière industrielle qui remplace trop souvent celle fabriquée avec du sorgho rouge; Son troupeau s'est agrandi, mais la forme des bêtes ne s'est pas améliorée, les ventes sont rares: les boeufs sont toujours réservés à la compensation matrimoniale; le système de culture n'a pas changé: l'igname occupe toujours la tête du cycle cultural, suivi par le maïs, le sorgho, le mil... avec association du haricot. Toutefois on remarque des champs de culture pure plus nombreux: arachide, maïs tout spécialement; la durée du cycle des cultures parait avoir diminué: 3 à 4 ans tout au plus au lieu de 5 ou 6 autrefois(2). Il semble que l'échec rizicole tient à trois raisons: la médiocrité de l'encadrement, le manque de temps

¹⁾⁻ En 1985, les terres neuves s'étendent à 4 - 5 km. du village, ce qui entraine des déplacements importants et des pertes de temps.

^{2) -} voir supra. p.25, dans le vieux pays.

et de moyens matériels; par ailleurs les terres à igname sont encore abondantes et leurs revenus sont très supérieurs à ceux de la culture du riz(1).

Actuellement, l'éloignement des champs (4,5 Km, parfois plus), rendent leur exploitation de plus en plus pénible. A Ondéfidouo, quelques cultivateurs ont tenté, dès 1983, avec succès semble-t-il d'amender avec le NPK (engrais surtout recommandé pour la riziculture), les jachères vieilles d'une dizaines d'années et correspondant aux premiers champs mis en valeur près du village. Les rendements obtenus, aux dires des expérimentateurs, auraient été des plus satisfaisants.

L'échec de la culture attelée parait liée à son <u>INUTILITE</u> dans le système de culture actuelle ultra extensive: qui entraine un aménagement sommaire des champs, sans déssouchage des arbres abattus, et rend de ce fait, l'utilisation de la charrue impossible! La riziculture sur bas-fond aménagé qui nécessite pour sa pleine réussite l'utilisation de la charrue est pratiquement inexistante, nous venons de le voir. <u>Par contre la traction bovine</u> pour le transport des récoltes est souhaitée par de nombreux paysans. Encore faudrait-il, au moment des gros travaux, qu'ils améliorent l'alimentation des bêtes de trait pour éviter leurs pertes en grand nombre.

¹⁾⁻ A partir des données recueillies par les enquêteurs de l'antenne évaluation de la CIDT, il est possible de calculer les gains nets (moyen) pour un hectare de riz, d'igname précoce et tardives.

Les rendements de riz cultivé dans de bonnes conditions, mais sans fumure, peuvent atteindre 2t./ha. soit, au prix de 85.000 CFA de la tonne de paddy, un gain net de 170.000 CFA.

L'igname précoce récoltée en Juillet Août est vendue entre 70 et 100 CFA le Kg. (la demande de ce produit, à cette époque étant forte); les rendements à Ondéficouo atteignaient 12t./ha soit un gain brut (pour le prix de vente le plus faible) de 840.000 CFA.

L'igname tardive offre des rendements plus faibles 7t./ha et sont prix de vente est de l'ordre de 50 CFA, pris à Sépidouo, soit un gain brut de l'ordre de 350.000 CFA.

De ces gains bruts il faut déduire les frais de main-d'oeuvre pour le défrichement et la mise en buttes soit une somme de 60.000 CFA environ/ha-Gain net pour un ha de riz: 170.000 CFA

igname précoce 780.000 CFA tardive 290.000 CFA

Ajoutons que le travail de la rizière est plus pénible, plus astreignant que celui de l'igname: semis en poquet, démariage, repiquage des manques, désherbages (2 ou 3), battage...

Pour mieux cerner la situation socio-économique qui prévaut dans le périmètre, il parait intéressant de connaître les poins de vue des paysans eux-mêmes sur les programmes de modernisation proposés et sur l'évolution socio-économique des communautés familiales et villageoises.

Dans ce développement- inventaire, nous avons précisé (entre parenthèse), le nom des villages pratiquant certaines entorses à la coutume ou suggérant de nouvelles méthodes d'expérimentation.

A. Modernisation agricole

a)-l'attelage bovin: l'achat d'une paire de boeufs dressés est élevé et son utilisation très limitée: transport de récolte, bois, matériaux... par les très rares paysans possédant une charrette, la mortalité élevée des boeufs de trait décourage les bonnes volontés;

Demande le dressage de boeufs prélevés dans leur propre troupeau, mais problème de l'"encornement" des boeufs baoulé, insuffisant pour lier le joug-

b)-<u>matériel agricole</u>: cher à l'acquisition, très faible utilisation; seuls les riziculteurs se servant de la charrue, et de la herse quelques <u>jours par an;</u> pas de location de service sauf pour le transport (Ondéfidouo).

Sur les champs de brousse où le déssouchage des arbres est exceptionnel, la charrue n'est pas du tout adaptée (mauvais travail, détérioration du matériel...); il est préfèré les manoeuvres (coût moins élevé, travail mieux exécuté, pour le moment); seule la charrette rend des services.

c)-engrais: Prix trop élévés pour un accroissement des rendements aléatoires; retiennent le NPK sur jachères d'une dizaine d'années: cet engrais permettrait le retour à la culture de l'igname (1), essai tenté avec succès à Ondéfidouo et Tessodouo.

La suggestion d'utiliser l'engrais organique recueilli dans les parcs à bogufs (nombreux) pour la culture du maïs et du sorgho, intéresse d'autant

¹⁾⁻ En mars 1985, lors de l'exposé de mes premières conclusions d'enquête sur le terrain auprès du personnel d'encadrement de la CIDT de Bondoukou-Bouna, le Chef de secteur de Téhini précisait avoir observé des expériences semblables, couronnées de succès; il s'agissait d'épandre l'engrais sur la jachère herbeuse avant de la retourner et de construire les buttes à igname.

- d)- plus les paysans que cette pratique a été observée autrefois par des anciens sur les terres "de tour de case" dans la région de Gaoua (Burkina) et que cette fumure ne coûte rien ! "Mais comment transporter le fumier sans charrette ?" (Ondéfidouo, Tessodouo).
- d)- <u>riziculture</u>: "intéressante... quand il n'y aura plus d'igname !"; aujourd'hui, elle n'est guère pratiquée par manque de temps (le travail est très contraignant) et les bénéfices sont faibles. En 1979, un paysan de Sépidouo ne put récolter ses 3 ha. de rizière par manque de bras.
- e)- <u>arachide</u>: intéressante comme produit consommable, mais rendement très capricieux, le prix de vente auprès des commerçants dioula est en baisse depuis deux années.

Echec de sa culture intensive tentée en 1984 à Sépidouo: "le remboursement du prix de l'engrais et des semences sélectionnées ont "mangé" la presque totalité des bénéfices, il ne reste que la fatigue...". D'où refus de renouveler l'expérience (1).

Ils se refusent donc à croire à l'efficacité de l'engrais !. Pour les convaincre, suggèrent l'implantation dans leur village de deux champs expérimentaux: même surface, même sol, l'un recevant l'engrais, l'autre sans; à la récolte, comparaison du poids des graines récoltées.

f)- coton: peu d'intérêt suscité par ce produit, même chez les jeunes toujours à l'affût d'un nouveau produit commercialisable; raisons: manque de temps, beaucoup de travail pour de faibles gains.

A Tessodour, on suggère une expérience originale qui, en cas de réussite pourrait amener les Lobi à changer d'attitude envers ce produit. Il s'agirait de confier le travail de deux champs de coton témoin à deux volontaires Lobi SODARA (c'est à dire appartenant à des clans opposés— un HIEN par exemple et un DA). La compétition pacifique des deux paysans (pour obtenir, chacun, le coton le plus abondant et de qualité supérieure) permettrait aux observateurs de se rendre compte de l'intérêt de ce produit aux plans économique et temps de travail.

¹⁾⁻ Six planteurs intérrogés n'avaient reçu en moyenne que 26% du prix de l'arachide récolté (décompte des sommes reçues à l'appui= vente totale 2t.36 pour la somme de 295.000 CFA, somme reçue= 76.900 CFA!.

g)- commercialisation: satisfaisante pour la vente de l'igname: l'organisation, par les coopératives villageoises, de sa vente en gros dans les centres urbains avec transport par camion et "convoyage" par un Lobi" lettré", est pratiqué dans chaque village avec succès; l'accroissement des bénéfices ainsi obtenu étant très apprécié (1).

Par contre, la commercialisation de l'arachide et du riz par la CIDT leur apparait nettement insuffisante: la presque totalité de ces produits sont vendus aux commerçants Dioula à des prix nettement moins rémunérateurs: riz 75 CFA au lieu de 85 le Kg, arachide 90 CFA au lieu de 125 le Kg. (Lomidouo). Le maïs quant à lui est égréné pendant la saison sèche et vendu en mai (période de soudure) 50% plus cher qu'en décembre, (Tessodouo).

Précisons que l'obligation d'utiliser l'argent provenant de la vente de produits sacrés (DAKA) <u>par le chef de famille</u>, à l'achat de têtes de bétail (imposée par la coutume,), est contournée maintenant (à Ondéfidouo) par les Lobi: un sacrifice de taurin fait sur l'autel des ancêtres, permet l'achat de produits manufacturés. Mais TOUS LES DAKA récoltés ou l'argent de leur vente obtenu par les fils reviennent obligatoirement au Tiordakoun (Chef de maison).

Ceci nous amène à parler maintenant de l'évolution socio-économique familiale.

B - EVOLUTION SOCIO-ECONOMIQUE DES GROUPES FAMILIAUX

a - l'encadrement: est jugé nettement insuffisant dans chaque village enquêté et mal adapté aux besoins; le paysan demande la création de champs d'essai (ou expérimentaux), de fermes pilotes où le Lobi pourrait voir, connaître, juger de la valeur des méthodes ou des produits nouveaux et de ses possibilités de les utiliser lui-même, ils demandent que les sujets de réunion portent sur des sujets pratiques répondant à leurs besoins immédiats avec, si possible des essais démonstratifs à l'appui, dans le village lui-même.

¹⁾⁻ Le bénéfice de l'opération est de l'ordre de 10 à 12 CFA/ Kg. pour l'igname tardive (Ondéfidouo) et de 15 à 25 CFA pour l'igname hâtive (Lémidouo), laquelle prend une place de plus en plus importante dans les champs. Notons aussi qu'un transport rapide réduit très sensiblement les pertes dues à la pourritures.

b - l'école: " elle sert à faire des fonctionnaires et non des bons cultivateurs", "les écoliers, après 12 ou 13 ans, ne veulent plus travailler au champ, aider leurs parents, nous devons engager des manoeuvres pour les remplacer", "ils partent tous dans les villes, on ne les revoit plus qu'en saison sèche, quelques jours seulement"... telles sont les types de réflexions recueillies dans les quatre villages enquêtés: mais en même temps à Tessodouo et Lémidouo (villages dépourvus d'école) on demande l'implantation d'un établissement scolaire !!.

Ces impressions contradictoires expriment deux sentiments concomitants du paysan lobi: d'une part il est (ou serait) fier d'avoir une école au village, symbole du modernisme et de sa non-marginalisation sociale, d'autre part, il est déçu que l'enseignement qui est prodigué, non seulement n'encourage pas l'écolier à promouvoire sur le terroir familial une agriculture nouvelle, mais l'incite à quitter le village pour vivre en ville.

c - relations inter-village: le marché conserve son rôle de lieu de réunion, de relations sociales à travers lesquelles se diffusent les nouvelles se développent les échanges d'idées, d'information mais aussi de semences, de produits nouveaux. On commente les réussites mais aussi les échecs d'expérimentation tentées par quelques paysans (régénération des jachères par le NPK, par exemple, pour la culture de l'igname, ou échec de la culture intensive de l'arachide...). Ces informations vraies, fausses ou exagérées sont d'autant mieux acceptées par le paysan qu'elles émanent d'amis en qui l'on a toute confiance.

Mais il existe aussi des inimitiés entre villages voisins: les habitants d'Ondéfidouo, par exemple ne s'entendent guère avec ceux de Tessodouo qui, par contre entretiennent des relations privilégiées avec les habitants de Sépidouo. Les chefs des deux premiers villages sont-ils SODARA?.

d - l'entr'aide villageoise: traditionnelle a pratiquement disparu à Ondéfidouo, Sépidouo, dans les autres villages, elle survit difficilement: pour l'ouverture d'un champ sur la forêt, on fait appel aujourd'hui aux manoeuvres du Burkina, pour la construction d'une nouvelle maison, on demande les services du maçon (pour la fabrication des parpaings de terre mélangée à du ciment) et du menuisier-charpentier pour la toiture en tôle.

Les services gratuits resserrant les liens de l'amitié s'estompent lentement. Ils ne sont plus assez efficaces, il faut aller plus vite...

e — <u>le troupeau</u>: il a conservé son rôle de bien social qui entre dans la compensation matrimoniale. De ce fait, la vente d'une tête de bétail est encore rare en 1985. Un problème qui n'a pas été soulevé est celui ayant trait au sort de l'attelage au moment de l'ouverture de la succession: entre-t-il ou non dans les biens de reproduction recueillis par le neveu utérin ? Dans l'affirmative, la conservation de cette pratique apparaitrait comme une raison supplementaire expliquant le manque d'intérêt du chef de famille et de ses fils pour pratiquer la culture attelée.. non indispensable actuellement par ailleurs.

De toutes façons le troupeau, le nombre de têtes sont toujours liés au prestige de la famille. A Lémidouo, il m'a été confirmé sans hésitation aucune, par tous les chefs de maison présents qu'ils préfèraient un troupeaux nombreux, même famélique, à un troupeau plus réduit et comprenant des bêtes bien en chair !.

f - <u>la femme dans l'exploitation</u>: reste toujours un bien de reproduction qui entre dans la maison du mari après versement de la compensation matrimoniale, qui sera héritée par le neveu utérin du défunt ou le frère du mari décédé.

Son statut évolue lentement, le nombre des filles scolarisées est environ le quart ou le cinquième de celui des garçons (1). A ses fonctions de génitrice est toujours lié celui de fécondatrice de la terre: c'est à elle que revient de semer les graines et de les récolter, alors que l'homme s'occupe des racines (igname, manioc...). Ses revenus demeurent modestes et les cadeaux qu'elle reçoit de son mari sont toujours offerts en nature (sorgho, pagne, igname...) jamais en argent "ce n'est pas un manoeuvre, c'est ma femme! ". Toutefois, dans les villages anciennement installés: Ondéfidouo, Sépidouo, il semblerait que la plupart d'entre elles "oublieraient " ou refuseraient de montrer à leur mari ou à leur mère les sommes perçues lors de la vente de produits confectionnés par elles (bière de mil, beignets du haricot...(2))

¹⁾⁻ enquête scolaire 1979

²⁾⁻ ajoutons que la collecte des noix de karité en brousse, et leur vente après séchage et conditionnement leur rapportent des revenus non négligeables (les hommes se réservent le ramassage des noix sur les champs cultivés et les jachères récentes).

g - problème de l'eau: Le puits avec pompe sont présents dans chaque village visité; mais en cas de panne du matériel, les hommes refusent souvent de payer la réparation ou les frais d'entretien du matériel.

"Ce sont les femmes qui font la corvée d'eau, si la pompe est arrêtée, c'est à elles de règler" la réparation, m'ont précisé à Lémidouo les chefs de maison plus inquiets sur le sort de leur troupeau privé de l'eau du puits et obligé de l'abreuver à quelques kilomètres de là que sur celui de leurs épouses et filles contraintes elles aussi de ramener le précieux liquide du lointain point d'eau (1).

A Ondéfidouo, il semblerait que l'entretien des pompes soit du ressort du TYORDAKUNA (conseil du village).

h - la thésaurisation: tout au long de l'enquête menée dans le périmètre, les problèmes d'argent ont tenu une place importante dans les entretiens (achat d'engrais, de matériel agricole d'attelage, réparation de la pompe). Tout semble se passer comme si le Lobi voulait que le visiteur retienne de lui une image de paysan pauvre, incapable de se moderniser, d'améliorer ses conditions de vie sans l'aide des pouvoirs publics, de la CIDT ou d'autres organismes.

Qu'en est -il au juste de ses ressources ? Est-il aussi pauvre qu'il voudrait le faire apparaître ?.

A partir des nombreuses informations chiffrées collectées ou calculées par les enquêteurs de la CIDT, des prix de vente des denrées notées au cours de mes propres enquêtes... il est possible de se faire une idée assez précise de la situation économique du paysan lobi dans ce secteur. (2)

Le premier tableau n°9 présente les caractères généraux de l'économie paysanne calculée sur 18 exploitations de Sépidouo, rassemblant 287 personnes.

¹⁾⁻ Une longue discussion s'ensuivit ayant pour objet la construction d'un petit barrage destiné à abreuver leurs têtes de bétail et des aides qu'ils pourraient demander à la CIDT

²⁾⁻ Voir en annexe le détail des calculs.

Tableau n°9: caractères généraux sur l'économie paysanne sur le périmètre encadré

Pop.totale	s.Cult	. s.c	cult/hab	5	S.ign.	s. r:	iz	% i	name	•	% riz	
287	170 h	na	0,6 ha		48 ha	1,71	na		28 %		1 %	
Revenu tot	brut	Revenu	brut/ha	4	stim.au salair noeuvr _{e,} s			.net	tot.	Re	v. net/ha	ıb —
46 200 00	00	161	000		8 800	000	37	400	000		130 000	

La population moyenne d'une exploitation étant de l'ordre de 16 habitants, le revenu net moyen par maison dépasse 2.000.000 CFA par an, somme qui revient en grande partie au chef de famille. Notons que les revenus provenant de la vente de l'igname représente plus de 80 % des revenus totaux; les 20 % restant correspondent à la vente des surplus vivriers et de l'arachide.

Pour affiner cette analyse, nous proposons à titre d'exemple, l'examen détaillé des revenus calculés dans 7 exploitations rassemblant 151 personnes et mettant en valeur en valeur 82 ha. de terre dont 19 ha. consacrés à l'igname; le revenu net moyen serait ici de 130.000 CFA mais avec des différences importantes entre exploitations.

Référence	Population	Surf.Totale	Surf.ign.	% /total	Revenu net/ha
El	60	23,3 ha	3,5 ha	16 %	50 000 CFA
E2	17	9,4	2,8	30 %	130 000
E3	8	4,9	1,36	27 %	138 000
E4	12	8,2	3,5	42 %	226 000
E5	22	13,7	3,4	27 %	124 000
E6	13	8,4	1,25	15 %	100 000
E 12	19	14,2	3,35	23,6%	147 000

Tableau n°10 revenu potentiels nets dans 7 exploitations de Sépidouo. Les revenus nets par habitant qui varient de un à quatre sont en relation étroite avec l'importance relative des espaces consacrés à l'igname.

Les chiffres présentés ci-dessus qui permettent de comparer facilement la situation économique de deux groupes de population ou de deux régions, ne correspondent nullement à la réalité vécue par les Lobi. En effet, les revenus varient selon qu'il s'agit du chef de maison, des chefs de ménages, des garçons célibataires en âge de travailler ou... des femmes qui ne perçoivent que l'argent de leur propre activité artisanale et quelques cadeaux; (non représentés sur les tableaux par manque d'information).

Pour mieux cerner le problème de la réparation des revenus, nous allons examiner le cas de l'exploitation n°5 rassemblant 22 personnes (dont/trois hommes adultes) et travaillant 13,7 ha de terre se répartissant en 3,5 ha d'igname, 5,2 de maïs associé à du sorgho et 1,3 ha petit mil associé à de l'arachide.

Rappelons que les vivriers (DAKA) ici sorgho, maïs et petit mil, entrent en totalité dans les greniers familiaux. D'après nos calculs, le prix global du vivrier récolté est de l'ordre de 400.000 F. CFA, auquel il faut retrancher le prix des céréales auto-consommées (250.000 F) et des graines réservées aux semailles de 1985 soit 50.000 F. Le reste 100.000 F de surplus céréalier est à la disposition du Tyordakun pour l'achat soit de bestiaux (destinés à grossir le troupeau), soit de matériel, habit etc... à condition de procéder à un sacrifice sur les autels des ancêtres.

Dans cette analyse, nous supposons que l'igname est planté par 3 chefs de ménage: (a)— le chef de maison, (b)— son frère cadet, (c)— son fils aîné; imaginons que chacun d'eux ait deux garçons célibataires en âge de travailler qui ont ouvert chacun une petite parcelle d'igname. Voyons comment pourrait se répartir les revenus en tenant compte des frais engagés par chaque titulaire de plantation: travail de manoeuvres sur une partie de son champ au prix de 60.000 F/ha, l'achat de plans d'igname, (une bonne partie d'entre eux ayant été mis de côté à la récolte de 1983) (1) au prix de 150 F/Kg.

^{1) -} Selon l'IRAT, 1977, enquêtes et observations concernant le problème des tubercules en Haute- Volta" (rapport multing. 77 pages), il faut entre 1.600 à 2.200 kg de boutures à l'ha, densité de 3.500 à 3.800 buttes à l'ha sur zones forestières.

Le tableau ci-dessous donne une idée assez proche de la réalité des revenus qu'aurait pu gagner chacun des travailleurs masculins de l'exploitation E5 de Sépidouo.

1				Eì	MILL	IERS I	DE FRA	NCS			
			Revenu	S.amé-		Dé	Poids	Prix/	Dép.	Dép.	Revenu
Cu	lt.	S.ign.	brut	nagee	/ha		bout.	kg.	bout.	totale	net
				M.O.	M.O.		ign.				
a		1 ha	800	8,8hax	60	= 48.		x 0,15		78	722
1	al	0,15	120.	_			100	x "	= 15.	15	105.
	a2	0,15	120	–			150	x "	= 22,5	22,5	97.5
þ		0,8	640.	0,5 "	"	= 30.	300	x "	= 45.	75.	565.
	bl	0,1	80.	-			100	x <u>"</u>	= 15.	15.	65.
	b2	0,1	80.	-			100	X	= 15.	15.	65.
c		0,9	720.	0,6 "		= 36	500	x "	= 75.	111.	609.
	cl	0,1	80.	-	ĺ	"	100	x "	= 15.	15.	65.
1	c2	0,2	160	_			200	x "	= 30	30.	130.
	-	-									
-							-		·		2423.5
		3,5	2 800							376.5	
	1		5			3				-1-77-1	

<u>Tableau n°ll</u>. Répartition réelle des revenus dans une exploitation de 22 personnes (Sépidouo)

Dans ce type d'exploitation rassemblant 22 personnes, on est à l'aise financièrement et l'achat de l'équipement ne devrait poser aucun problème. Or, on se heurte ici à trois difficultés principales:

a- le revenu global est partagé entre 3 partenaires principaux (1) dont le chef de famille reçoit la plus grosse part (7 22 x 1000 = 722 000 F CFA), somme qu'il ne peut investir totalement: il a des obligations sociales à tenir: agrandissement du troupeau, offrandes aux autels, entr'aide traditionnelle, réception d'hôtes. Son frère cadet et son fils pourraient investir chacun une partie de leur revenu, mais

b- tout bien important acquis par un membre de la famille tombe, selon la coutume lobi dans la communauté gérée par le Tyordakun. Cette acquisition créera beaucoup de difficultés au moment de son utilisation et de son entretient!

c- En supposant que le père accepte de financer l'opération en totalité et trouve un terrain d'accord entre utilisateurs, à qui reviendront le matériel et l'attelage après son décès ? (2).

Nous reviendrons sur ce problème dans la 3° partie de cet exposé.

¹⁾⁻ Les célibataires reçoivent des sommes moins importantes, mais suffisantes cepéndant pour les inciter à rester au village.

²⁾⁻ Gros bétail, charrette, mobylette.. p.ex. mais pas volaille, outils de travail (houe, machette...) habits etc..

III. LA REGION MERIDIONALE à immigration récente

A)- Les villages d'immigration lobi de type traditionnelle

(Gborobirédouo, Kondounadouo, Youndouo, Sakpa -au Nord- Ouassidé, Brougoudom, Pédit - au Sud-).

Nous avons retenu 7 villages dont l'organisation socio-politique est semblable à celle analysée dans l'ancienne zone d'immigration de Bouna (1). Nous ne reviendrons pas sur ce point, pour nous pencher sur les différences qui entrainent des situations nouvelles, des rapports nouveaux avec les villages d'accueil.

première différence: conséquences de la venue massive, "brutale" des Lobi.

Alors qu'autrefois dans le Nord, les Lobi sont arrivés à pied avec leurs bagages par familles isolées, ont sollicité la terre et édifié leur "campement" de faible surface (une dizaine de familles tout au plus), ici, dans le sud, l'arrivée des immigrés a été massive (par camions entiers) au cours des 2 ou 3 années qui ont suivi l'installation du "premier assis": nombre d'entre eux sont des parents, amis, connaissances du futur Didar (migration en chaîne) (2).

Ainsi, à la pénétration lente de l'époque précédente, qui permettait aux deux communautés de se connaître plus intimement et de s'adapter sans heurt aux genres de vie et aux coutumes de l'autre, s'est subsitué un envahissement rapide du territoire villageois d'accueil. Ce déferlement de populations mal connues, à religion traditionnelle dans des communautés toutes islamisées, a provoqué dans le pays hôte des réflexes de crainte d'abord, de peur et actuellement, dans de nombreux cas, de rejet.

Toutefois, l'intensité des réactions koulango doit être nuancée; nous devons distinguer deux situations: l° le village lobi est édifié à faible distance de Koulango; 2° les lobi se sont installés à plusieurs Kms de leurs hôtes.

¹⁾⁻ Autonomie des villages lobi, implantation de l'autel communautaire (Ditil), délégation d'une partie des pouvoirs Koulango au Didar (Chef de village lobi), délimitation du territoire à cultiver.

²⁾⁻ A Ouassidé, par exemple, 12 exploitations sont issues des villages où le Didar a vécu (Doropo, Assoum 11) auxquelles s'ajoutent les nombreuses autres venues d'ailleurs. A Sakpa, au moins 7 lignages sont issus de Gola (lieu de naissance du Chef de village et de Kalamon, situé à 4 Kms. plus à l'Ouest)

première situation: Les frictions entre groupes sont d'autant plus vives que les contacts sont quotidiens, permanents entre les deux communautés, les incompréhensions journalières (problèmes de langue, d'habitudes différentes...) et que les rapports de forces démographiques "basculent" rapidement en faveur des Lobi; quelques exemples:

A Sakpa, fondé en 1975, à quelques centaines de mètres de leurs hôtes, les différends se sont envenimés à un tel point que les Koulango ont volé le Ditil et l'ont installé dans un coin de leur village, humiliant ainsi les Lobi obligés maintenant à sacrifier sur cet autel sous l'oeil narquois de leurs "protecteurs"!.

A Brougoudom Lobi, construit à un kilomètre des maîtres de la terre, l'afflux des immigrés est tel que les terres sont devenues insuffisantes pour subvenir aux besoins du groupe; las de ne pouvoir en obtenir de nouvelles sur le territoire de leurs hôtes, les Lobi ont ouvert en 1984, sans autorisation, leurs nouveaux champs d'igname sur des jachères anciennes voisines. Aussitôt, les Koulango ont réagi en élevant des buttes à ignames à chaque extrémité de la parcelle en cours d'aménagement, interdissant ainsi la progression de toutes cultures sur cette terre (1).

A Dyadiadouo, proche de Kinéta, les Lobi s'étaient initialement installés à proximité immédiate de ce village koulango, maître de leur terre; deux années après leur venue, les immigrés durent déguerpir sur ordre de leurs voisins et s'installer à quinze kms de là.

Un dernier exemple souligne cet psychose de peur et de rejet qui règne chez les Koulango. Les paysans de Pédi, une bonne centaine d'habitants établis à 12 kms des Koulango de Kamala, se sont vus interdire l'accès à la route à travers le territoire de ces derniers. Aucun lien de dépendance n'existe cependant entre les deux communautés, et aucune exaction de la part

¹⁾⁻ Une plainte a même été déposée par les Lobi auprès de la préfecture de Bouna en octobre 1984 contre l'interdiction qui leur est faite de cultiver une terre inoccupée.

des Lobi ne justifie une telle mesure. Seul le sentiment de peur, d'insécurité crée par la seule présence des Lobi a été évoqué au cours des conversations avec les autorités de ce village, pour légitimer cette interdiction !(1).

L'analyse rapide de ces exemples fait apparaître un état de conflit larvé entre les deux populations qui, à Sakapa et Brougoudom Lobi, va vraisemblablement entraîner dans un aventir prochaîn le départ de quelques familles si les pouvoirs politiques n'apportent aucune solution à ce conflit.

Seconde situation: les deux communautés sont distantes de plusieurs kilomètres; dans ce cas les relations sociales sont plutôt sereines car limitées à de très rares visites des Lobi chez leurs voisins, plus nombreuses du côté Koulango chez leurs hôtes (2).

En effet, les visites des Lobi chez les Koulango sont beaucoup moins fréquentes que dans le nord: ces derniers, islamisés ne pratiquant plus les cultes à la terre et aux ancêtres ne présentent plus les qualités de médiateur (qu'ils possédaient dans la plupart des villages du nord Bouna), pour règler selon la coutume leurs affaires délicates: rapt de femmes, déprédation des cultures par le bétail ou les volailles d'un voisin. C'est le Didar qui maintenant est appelé à règler les conflits internes. Par ailleurs les maîtres de la terre ne font plus appel à leurs hôtes pour les aider à travailler leur terre: les jeunes Burkinabé sont nombreux maintenant pour accomplir ces tâches.

Les visites des Koulango sont, elles plus fréquentes car... intéressées: à chaque passage leur sont offerts des cadeaux en nature. Ces gratifications sont de deux ordres. Les premières sont offertes au moment de l'installation du premier immigré lobi: don de bêtes vivantes et d'argent; la somme versée à cette occasion est généralement symbolique dans le secteur de Koutouba (2.000 à 5.000 F CFA), elle est beaucoup plus importante dans le sud (40.000 F CFA) à Ouassidé (3). Ces dons offerts au maître de la terre, scellant le "contrat" d'installation des Lobi en terre étrangère est unique. Par contre les seconds sont périodiques et doivent être interprétés comme acte de reconnaissance des Lobi envers leurs hôtes. Parfois ils s'identifient à une

¹⁾⁻ A Dimparé, les immigrés lobi ont été "invités" en septembre 1985 à déguer-pir par les maîtres de la terre koulango de Yaega vivant à une dizaine de kilomètres plus au Sud; motif évoqué la terre est "classée" par le service des Eaux et Forêts.(information recueillie en octobre 1985 par J.L Chaleard, Professeur à l'école normale de Saint-Cloud.

²⁾⁻ Ouassidé, Youndouo, Kandounadouo, Gborobirédouo.

³⁾⁻ Il semblerait que, contrairement à la tradition d'accueil koulango donnant tout pouvoir au "premier assis lobi" pour distribuer gratuitement la terre reçue à tout nouvel arrivant, chaque nouvel immigré doit verser au chef koulango de Talahini une grosse somme avant de s'installer.

sorte de rente: à Youndouo, par exemple, chaque famille doit préparer, en fevrier - mars, un demi sac de mil, sorgho ou maïs pour le chef koulango de Kinéta; signalons aussi que les visites périodiques koulango sont plus fréquentes au moment de la "soudure" (avril à juillet).

En somme, la convivialité qui présidait aux relations des deux sociétés a pratiquement disparu ici pour faire place à des rapports de concurrence (foncière par exemple) et même, de plus en plus, d'hostilité envers les nouveaux venus, liés à des sentiments de peur mais maintenant d'intolérance envers cette population de fétichistes qui les envahit. Le Lobi, quant à lui, encore peu familiarisé avec ce milieu (naturel et humain) qui lui est hostile, agit avec prudence pour ne pas indisposer les dieux de la terre, les puissances de la brousse et les maîtres du sol koulango. Cette crainte de l'inconnu qu'il ne peut plus maîtriser avec l'aide des autochtones, l'incite à se regrouper autour du Didar (en même temps Ditildar, chef religieux) seul membre de la communauté investi de pouvoirs suffisants pour lutter contre l'adversité et règler les problèmes internes du village.

Deuxième différence: les relations internes de la communauté lobi sont donc liées en grande partie à la personnalité du Didar en même temp Ditildar. En tant que chef temporel du groupe ses pouvoirs se sont accrus pour les raisons précédemment évoquées et par le rôle plus important joué par le conseil des chefs de maison: Tyordakuna. Celui-ci formé en partie par les alliés qui ont choisi de vivre aux côtés du Didar, lui apporte une aide efficace dans l'"administration" de la communauté; il semble aussi que les réunions sont plus fréquentes; mais de toutes façons la décision finale, la stratégie adoptée est du seul ressort du Didar.

Une certaine unité de vue entre gens du village est en train de se former autour du Didar qui aboutit parfois à des actions concertées nouvelles: ramassage de l'igname et transport par camion jusqu'à Abidjan pour sa vente à prix plus élevé, ouverture d'un chemin d'accès au village et son entretien, construction d'un pont provisoire (Ouassidé, Pédi...), projet de construction d'une école ou d'un dispensaire etc... L'entr'aide coutumière reste très vivante pour la construction de buttes, le binage, la construction d'une maison.. elle est un des éléments essentiels de la cohésion villageoise.

Autre nouveauté, importante pour l'avenir: la participation accrue des jeunes à la vie du village: on fait appel aux anciens écoliers pour être interprète, secrétaire, comptable (vente de l'igname et pesage)... Par ailleurs les garçons disposent d'une latitude plus large pour gérer leur "petite entreprise": les revenus provenant de la vente de l'igname et du maïs (là où ils sont autorisés) leur reviennent en totalité après présentation des sommes gagnées au père.

Ce sont les jeunes aussi qui paraissent les plus attentifs aux modernisation de l'exploitation, d'amélioration rendements, de cultures nouvelles (coton, riz qui dans un prochain avenir pourraient, sinon remplacer l'igname comme culture de rente mais la complèter) de constructions plus confortables, plus solides... (1). Les initiatives des nombreuses: ouverture de sont boutiques (Sakpa, Brougoudom.), installation de moulins à grains (Gborobirédouo), projet de cultures attelées pour 1985/86 (Youndouo, Koudounadouo, Gborobirédouo).

Mais ces perspectives de modernisation, de changement se réalisent encore lentement: les techniques agricoles traditonnelles donnent ici d'excellents résultats; pourquoi en changer ?. La culture attelée, celle du coton paraissent inutiles pour le moment; la force de travail est suffisante, les rendements d'igname apportent des revenus inespérés. Il faut que l'évolution des mentalités se fasse lentement et que les changements correspondent à un besoin ressenti par le paysan. Nous sommes en 1985 à la phase préliminaire d'une période nouvelle que les Sociétés de Développement doivent accompagner au rythme d'un monde rural en mouvement.

Ceci nous amène à parler des activités agricoles

3° difference: les cycles culturaux sont plus brefs que dans le nord: 3 années de cultures successives contre 4 ou 5 observées autrefois (1955 - 56) sur les terres neuves de

<u>femmes:</u> dispensaire, puits jeunes- mobylette, habitation améliorée, dispensaire, école.

¹⁾⁻ Un rapide sondage réalisé auprès des anciens (hommes et femmes) et des jeunes sur les réalisations à apporter au village ou dans leur exploitation ont donné des résultats très tranchés:

Anciens (+ de 40 ans) hommes: grossir le troupeau (ou le reconstituer),
accroître le nombre d'épouses, construire un barrage pour l'abreuvement du troupeau (secteur de Koulouba)

Saye, Danoa; à l'igname associée au maïs et sorgho la première année, succèdent les deux années suivantes les associations maïs— sorgho auxquels se mêlent d'autres produits, arachide et surtout haricot (1).

Le tableau ci-après <u>donne une idée approximative</u> des surfaces et des produits cultivés par Lobi et Koulango. En effet si l'échantillonnage intéressant les Koulango est suffisamment étoffé, celui sur les Lobi est des plus défficients pour être représentatif.

Par ailleurs la taille démographique des exploitations est très faible (7,1 en moyenne) et ne correspond pas à la réalité observée dans nos 7 villages témoins, où de nombreuses exploitations rassemblent au moins 20 personnes (placées sous l'autorité du Tyordakun), comme cela apparaissait dans les relevés statistiques sur Sépidouo, village traditionnel— type installé sur front pionnier du périmètre encadré. (2). Retenons donc que les données présentées dans ce tableau, reflètent, jusqu'à preuve du contraire, très imparfaitement la situation qui prévaut en 1985.

¹⁾⁻ Le haricot un des produits les plus appréciés par le Lobi dans son alimentation ne trouve jamais la place qui lui revient dans les enquêtes où est parfaitement oublié.

²⁾⁻ A Sépidouo, rappelons que la palette des surfaces démographiques par exploitation est très étalée (de 8 à 60 personnes), moyenne par Tyor= 16 habitants et 0,6 ha. cultivés par habitant.

Tableau n°12: PRODUIT CULTIVES CHEZ LES LOBI ET KOULANGO ZONE MERIDIONALE KOULANGO 64 80 Population Nombre d'exploitation 9 11 Hab/exploitation 7,1 7,3 27 Surf cultivée (ha) 20,8 Surf cult./habitant 0,42 0,26 7,9 Surf igname 8,16 soit % /total 30,2 38 Surf. riz 0,5 1,3 soit % /total 4,8 2,4 Surf.mais + associé 8 15,9 soit % / total 38,3 58,9 Surf mil + associé 0 0,7 soit % / total 0 2,6 0 Surf. arachide 0,09 0 soit % /total 0,3 Surf manioc + associé 4,5 0,8 soit % /total 2,9 21,3 Surface café 0 1,7

Surface cacao

0

Les Lobi consacrent l'essentiel de leurs activités sur deux produits: le mais associé au sorgho (et petit-mil dans le nord) sont en grande partie réservés à l'alimentation= 60% des surfaces exploitées; l'igname- de variété hâtive- en occupe 30 % en majeure partie réservée à la commercialisation. Les autres denrées: riz, 4,8% est peu cultivé par manque de temps; le manioc, 2,9 % et le petit mil 2,6% qui disparait à la lisière de la forêt tropicale humide sont dans la plupart des cas associés secondaires à une culture principale, ici mais et igname (1).

0,4

¹⁾⁻ Rappelons que lors des enquêtes sur les surfaces cultivées par produits, n'ont été relevés que les cultures dominantes avec mention des produits secondaires de telle sorte que le sorgho est absent des statistiques présentées dans le tableau. Si l'on s'en tient aux observations faites dans les villages, la taille des greniers réservés aux céréales (en épis ou en panicules) atteignant parfois 20 m3 (côtés 3 m. hauteur supérieure à 2m), le sorgho et le petit mil occupent une place non secondaire dans les cultures!

A titre de comparaison, les Koulango moins entreprenant (0,26 ha/personne au lieu de 0,42 ha. chez les Lobi) cultivent à parts à peu près égales le maïs, l'igname et le manioc. L'igname aux surfaces relativement plus étendues que chez les Lobi, de variétés tardives, est à la base de l'alimentation avec le manioc utilisé en période de soudure de Mars - Avril à Juillet- Août; le maïs, d'appoint est plus volontiers commercialisé.

Le calendrier agricole du paysan lobi est donc beaucoup plus chargé tout au long de l'année que dans le nord de Bouna:

- -Janvier à Février: finition des buttes et plantation des tubercules,
- -Mars à Juin: préparation des champs de vivriers, binages, semailles,
- -Juillet à Septembre: récolte de l'igname hâtive, débroussaillement de la forêt pour le futur champ d'igname,
- -Octobre à Décembre: récolte des produits, débroussaillement, édification des buttes...

A ces activités agricoles s'ajoutent celles ayant trait au "domestique": construction, réparation des maisons, des toitures, des greniers, commercialisation ...

Les activités lobi ininterrompues tout au long de l'année laissent peu de place aux activités sociales: voyage chez des parents, funérailles, et.. aux disputes entre maisons, rapt de femmes ! Travail continuel= facteur de paix Lobi ? très probablement !

B. LES MARGINALISES:

Nous qualifions du terme "marginalisé" les immigrés lobi qui ne sont pas "en règle" avec la coutumme pour exercer les fonctions de chef d'exploitation et qui, cependant, dirigent leur entreprise. (1)

A cet égard, la situation observée à Dougoutikidougou Lobi (25 Km à l'est de Sandégué) est intéressante à analyser. Créé en 1970 (à un kilomètre du village koulango de tutelle) par un Lobi ayant acquis sont autonomie, le hameau initial accueille de nombreux "marginalisés"; Parmi eux, son neveu utérin qui le remplacera à la tête du village, lorsque le fondateur partira. Le nouveau Didar "marginalisé" est habitué à excercer des fonctions temporelles mais non celles de Ditildar, ce qui lui retire tout crédit moral auprès des chefs d'exploitation autonomes et rend toutes actions de médiation et de conciliation difficile. Il est vraisemblable que l'instabilité des habitants de ce village (comprenant une dizaine d'exploitations) soit la conséquence d'un manque d'autorité morale et religieuse crédible.

Le même problème se pose, d'une façon moins aigüe cependant, dans les quartiers lobi intégrés aux villages d'accueil koulango ou abron (région de Tenda en forêt tropicale humide).

A Bandola, au nord, le premier Lobi installé n'a pas reçu la houe mais a créé un <u>quartier dépendant du village koulango</u>. La communauté lobi n'a donc <u>pas de Ditil</u>, symbole de son indépendance. De ce fait, le crédit moral du chef de quartier ne souffre pas ici de sa carence en matière religieuse; sa personnalité, son sens du compromis et de la médiation suffisent à assurer la cohésion du groupe, (5 maisonnées au total dont 3 dirigées par des "marginalisés").

Il se pose cependant au chef de quartier de délicats problèmes au plan agricole: avant de fuir son village, son pere ne l'avait autorisé à cultiver que l'igname (et tout ce qui se récolte dans la terre= manioc, arachide...) De ce fait toute autre culture lui est interdite (Daka, naturellement, mais aussi riz, coton, maïs...) Il doit donc, pour se nourrir, acheter le mil, le sorgho; par contre, il peut acquérir des bovins qui lui permettront de "doter" ses garçons.

¹⁾⁻ Ils n'ont pas obtenue la houe (= autonomie), ne peuvent consommer les produits sacrés= DAKA: mil, sorgho, parfois maïs.

Un autre exploitant "marginalisé" entretient des relations suivies avec son père (chef de Sakpa) qui l'a autorisé à partir, et en même temps lui a donné les pouvoirs de cultiver et de consommer les Daka avec cette restriction cependant de lui remettre la totalité des sommes perçues lors de la vente de ces produits sacrés.

L'analyse de ces deux situations permet de constater <u>deux degrés dans</u> la "marginalisation" du Lobi: le premier correspond à une rupture totale de l'immigré avec sa famille (Société lobi) (1); le gros souci du chef de quartier de Bandola était de ne pouvoir offrir la houe à ses garçons et ainsi de marginaliser toute sa descendance ! dans le <u>second</u>, il s'agit d'un "marginalisé" temporaire: il a <u>reçu l'autorisation de quitter la maison</u>, il entretient de bon rapport avec sa famille, il peut être considéré comme en attente de recevoir prochainement la houe; il <u>reste donc Lobi authentique</u>.

Phénomène curieux: tous les "marginalisés" complets observés jusqu'ici respectent les interdits de leur clans sans toutefois accéder aux pratiques religieuses! D'autres cependant, peu nombreux, ont "coupé les ponts" avec leur société en embrassant une nouvelle religion.

A Yomian, Sandégué, Madam et Dimparé, certains d'entre eux sont devenus chrétiens, musulmans ou ont adhéré à la secte protestante ghanéenne (église apostolique de la foi) (2). Les motivations apparentes sont pour la plupart d'origine économique: avoir accès au bonnes terres caféières de la forêt humide ou bénéficier intégralement de leurs revenus dans une nouvelle communauté religieuse.

A Yomian, le chef de quartier lobi, divorcé, de longue date, logé chez les Abron doit prochainement se convertir au catholicisme pour épouser par la suite une femme abron qui lui permettra d'avoir accès à un morceau de forêt promis par son futur beau-père. Il va sans dire que son autorité moral sur les lobi immigrés ici est pratiquement nulle; le "second venu" à Yomian exerce en fait les fonctions de chef de la communauté.

A Sandégué et Madam , même processus de conversion, mais à l'islam, cette fois. Cinq chefs de ménage sur une douzaine interrogés,

¹⁾⁻ Qu'il ne pourra réintégrer qu'en reprenant des relations normales avec les membres de son lignage.

²⁾⁻ Elle a été fondée au Ghana par le révérend Jean Mackium dans les années 1970 et importée à Flakiédougou en 1982, année de la construction du temple

tous anciens manoeuvres, ont épousé des femmes koulango et ont eu ainsi accès à la forêt et à la caféiculture (1). Certains d'entre eux ayant vécu de nombreuses années au contact de leurs hôtes ont adopté leur mode d'habillement (2), leur démarche lente, leur jour de repos.

L'adoption de ces pratiques empruntées aux populations d'accueil est encore exceptionnelle mais marque la profondeur du malaise éprouvé par les "marginalisés" à vivre leur rejet de deux sociétés: celle dont ils sont issus (et qu'il serait humiliant de réintégrer après de nombreuses années d'abandon) et celle du pays- hôte dont ils pratiquent la langue et connaissent les usages.

La majorité des manoeuvres, souvent jeunes célibataires, pour préserver leur identité de Lobi, cherchent à se regrouper dans un quartier du village pour mieux résister aux sollicitations des Koulango à s'assimiler à eux individuellement (3).

Une deuxième voie s'offre maintenant aux "marginalisés" refusant de s'inserrer dans l'une ou l'autre des deux sociétés: adhérer à la nouvelle secte protestante qui répond parfaitement à leur désir de vivre dans une société plus ouverte au monde moderne, qui leur assurent en même temps une liberté plus grande et comble leur besoin de religiosité.

Les règles à observer sont peu nombreuses: destruction par le feu des fétiches, abandon de boissons alcolisées, travail, propreté du corps, prière, communion.

Dimparé, village lobi créé en 1975 dépend de la chefferie de Yaega (12 km plus au sud). Il est formé par une dizaine de ménages "marginalisés" appartenant à la secte protestante dite "Alleluia" et de deux lignages traditionnels. Il se caractérise par la propreté des rues, des cours, des abords du village... mais aussi par l'étendue des champs tous regroupés en un même lieu (plusieurs dizaines d'ha) où travaillaient, en fevrier 1985 des manoeuvres... koulango avec leur épouse venus des villages voisins pour ramener chez eux un peu d'argent

¹⁾⁻ Certains d'entre eux ont même abandonné leur nom lobi pour adopter celui des Koulango et un prénom musulman.

²⁾⁻ Ample pagne aux couleurs vives, drapant le corps avec rejet d'un coin sur l'épaule gauche

³⁾⁻ Ces jeunes "contrats" sont en effet piégés par leurs jeunes maitresses koulango qui exigent de nombreux cadeaux, épuisent leur ressources et retarde la date de leur retour au pays. Les parents koulango ferment d'autant plus volontiers les yeux à ces relations, qu'ils conservent à leur service des garçons courageux à bon marché!.

Les néophites en s'intégrant dans cette société de jeunes découvrent une ethique nouvelle à base religieuse et communautaire (nouvelle société) favorable à la modernisation de l'agriculture. Les encadreurs de la CIDT se louent des résultats obtenus auprès des "Alléluia" disciplinés, attentifs aux directives données. Dans les villages traditionnels où vivent quelques uns d'entre eux, ils sont très appréciés en tant qu'animateurs et porteurs de renouveau et de techniques nouvelles: même les anciens ne restent pas indifférents aux expériences qu'ils mènent sur leur propre parcelle.

Tableau n°13: REVENUS POTENTIELS DES LOBI ET KOULANGO DANS LE SUD

Ethnie	Habit.	Surf. culti- vée	Surf. igname	Surf. céréa- le	Surf. manioc		. 13 m	consom mation		net/ habit.
LOBI	64	27 ha	8,16	16,5	0,8	1,3	8 310	1 400	6 900	108
KOU- LANGO	80	20,8	7,9	7,9	4,5	0,5	3 850	1 197	2 650	33

Les revenus potentiels par habitant, inférieurs ici à ceux calculés pour Sépidouo (130.000 CFA) (1) correspondent à une installation agricole encore inachevée: surface cultivée par habitant = 42 a. contre 60 a, igname 12,7 a a Sépidouo. Les tâches pionnières nécessitent au cours des cinq premières années beaucoup de travail extra-agricole: aménagement des habitations et des annexes, déforestation difficiles, binages (desherbages), très nombreux dans les secteurs bien arrosés de la zone préforestière, ouverture de chemins d'accès aux champs.

Il est probable aussi que l'importance démographique des maisonnées de cet échantillon plus faible qu'à Sépidouo (7 au lieu de 16) fragilise, pénalise ces petites exploitations en cas d'indisposition temporaire d'un ou de plusieurs des membres actifs (maladie, accident...)

Malgré tout, le pionnier lobi gagne plus que son hôte koulango moins dynamique mais aussi plus grand consommateur d'igname!.

1)-	Sépidouo	Zone sud	Koulango
S cult./hab.	60 a.	12 a.	26 a
S.cult./igaame	16 a	12,7 a	10 a
Nbre./hab./expl.	16	7	ll a

III. LES CONCLUSIONS: POUR UNE ACTION DE DEVELOPPEMENT INTEGRE

Cette dernière partie de l'exposé comprendra deux séries de réponses aux questions formulées dans le programme de recherche sur le N.E ivoirien:

- 1. Celles d'ordre générale intéressant l'organisation des Lobi,
- 2. Celles relatives à l'impact du programme de développement sur les populations concernées et à l'approche d'une action de développement intégré.

1)- Organisation sociale lobi et son évolution:

- a- Causes profondes de la mobilité des Lobi: Jusqu'aux années 1970-75, la majorité des migrations est liée à l'organisation sociale (éclatement de la famille, problème d'héritage après le décès du chef de maison). Depuis 10 à 15 ans, la recherche d'une amélioration des niveaux de vie, des revenus est à l'origine de 80 à 90 % des migrations, lesquelles intéressent souvent toute une "chaîne" d'exploitations installées dans un même secteur.
- b- L'organisation sociale des Lobi s'est profondément assouplie pour s'adapter à l'instabilité accrue des exploitations. L' accès des jeunes ménages à une autonomie s'est accrue, il y a une amélioration dans la répartition des revenus agricoles entre actifs; toutefois le savoir religieux conserve sa valeur dans l'accès aux responsabilités du groupe, il y a une émergence d'une ébauche de pouvoir politique villageois, principalement sur les nouveaux fronts pionniers.
- c- Les relations Lobi- Koulango: en 1985. La dégradation est généralisée; les causes sont dans le nord- Bouna, les effets des sècheresses successives, de la dégradation des sols qui provoquent des conflits fonciers entre les deux groupes; dans le sud la venue massive des émigrés qui introduit un sentiment de peur puis de rejet chez les Koulango de Nassian- Bondoukou.
- d- <u>L'elevage</u>; le troupeau demeure en 1985 un bien social, sa valeur est fonction du nombre de têtes de bétail et non de la qualité des bêtes; le rôle du paysan est de <u>maintenir en vie</u> le nombre maximum des bovins par des soins élémentaires (1).

^{1)- &}quot;Contrairement à ce qui se passe dans d'autres régions du pays, le complément en fourrage ou en sel n'est pas pratiqué traditionnellement en pays lobi, tout au plus apporte-t-on des feuilles d'arbres aux boeufs aux pires moments de sècheresse p.161 Odile Hoffmann op.cit.biblio.

traduit

L'évolution \$2 / dans le sud, là où les troupeaux sont décimés en grand nombre, par / compensation matrimoniale versée en argent correspondant au prix des bêtes offertes. Un / problème se pose encorel'attelage bovin fait-il partie des biens sociaux (appelés aussi de reproduction) ou des "outils de travail"?

- e- Les nouvelles cultures: l'interdit de suivre la "voie des Blancs" étant levé progressivement dans chaque exploitation depuis une quinzaine d'années, le paysan du nord- Bouna est d'autant plus attirés par les produits nouveaux (riz, arachide, coton) que la culture de l'igname devient difficile du fait de l'épuisement des sols. Par contre sur les fronts pionniers, où les bonnes terres sont "sans limites", on ne cherche pas à élargir l'éventail des ressources agricoles- par manque de temps- mais on s'intéresse aux variétés nouvelles des produits cultivés (variété Florido par exemple pour l'igname).
- f- Les motivations et besoins des Lobi sont fonction de la situation qui prévaut dans leurs villages respectifs. Dans le secteur ouest et nord Bouna, le paysan après les années de sècheresse cherche en priorité les moyens de subsister, avant de s'intéresser aux cultures de rente; dans le secteur central, où les terres à igname se raréfient, on cherche à élargir l'éventail des produits et des variétés aux rendements les plus élevés, mais on reste attentif aussi aux nouvelles méthodes de travail, principalement à la culture attelée qui permet de préparer convenablement les rizières. Sur fronts pionniers, où les terres neuves produisent en abondance l'igname et les vivriers, les besoins des immigrés s'orientent actuellement vers l'acquisition d'un "certain confort", à savoir puits dans le village, ponts, voies d'accès vers les routes, habitations améliorées, dispensaires et écoles.

2)- Les modifications que pourrait entrainer le projet:

Tout du long de cet exposé, nous avons souligné la grande variété des situations vécues par le paysan lobi: les problèmes de développement dans l'Ouest et le Nord-Bouna se posent différemment de ceux du secteur central; le périmètre de Kolodio- Binéda présente des caractères différents de ceux du nord mais aussi des nouveaux fronts pionniers ouverts dans l'Est de Koutouba ou au Sud de Nassian.

Dans les conditions, il est évident que les modes d'approche destinés à engager un processus d'intensification et de modernisation des exploitations devront tenir grand compte des besoins du paysan, des potentialités du milieu et des types de changements souhaités par les Lobi. Notre démarche pour répondre aux questions posées par la CIDT prendra en considération les critiques et les souhaits exprimés par les populations sur la situation telle qu'elle prévalait au printemps 1985 et sur les projets proposés par la CIDT. Cette approche intéressera tout d'abord les fronts pionniers anciens et récents, puis le secteur central du nord Bouna, en fin ceux du nord et de l'Ouest.

Deux problèmes majeurs intéressant l'ensemble du groupe lobi doivent être examiner en tête des conclusions: les différends qui opposent Lobi et Koulango, l'absence d'interlocuteur valable détenant une autorité certaine dans les villages lobi.

a- La mésentente qui va en s'accentuant entre les deux populations et non seulement un facteur de l'instabilité lobi, mais aussi freine l'action de la CIDT. Si la résolution de ce problème est du ressort politique, les agents de la CIDT en contact étroit avec les deux antagonistes peuvent améliorer le climat social en proposant des rencontres sur, par exemple, des actions communes aux deux groupes qui entraineraient des contacts plus étroits des discussions et, peut- être avec le temps aboutiraient à une meilleure compréhension mutuelle.

b- Absence d'interlocuteur valable. L'action de développement rural en pays lobi se heurte depuis toujours à une absence d'autorité villageoise solide qui coordonnerait les décisions. Or sur les nouveaux fronts pionniers, tout spécialement on assiste à l'émergeance "d'une pratique collégiale de l'autorité qui pourrait être mise à profit pour permettre au village d'évoluer vers une forme communale ou co-et autogérée "(1). Il parait important que cette autorité villageoise agissante, composée par le Didar et le Tyordakuna (qui jusqu'ici règlaient surtout les problèmes relatifs à la coutume) prenne

¹⁾⁻ Madeleine Pere 1982 les deux bouches p.1118

en main "les destinées" du village; pour bien asseoir cette autorité collégiale, il conviendrait pour ce qui intéresse la CIDT, qu'assemblée et chef de village soient conviés à toutes réunions entrainant des prises de décisions importantes au niveau du village: aménagement des bas-fonds, entretien des pistes, des ponts (1). Cette reconnaissance d'un pouvoir collégial dans chaque village entrainerait vraisemblablement des discussions, des délais de réflexion plus long, mais une fois acquise la décision, le Lobi aura coeur de tenir parole et à se mettre à l'ouvrage!.

A - LES FRONTS PIONNIERS ANCIENS ET RECENTS:

Sur les fronts pionnier, l'action de la CIDT est des plus limitées par le fait que la culture extensive est plus rentable que l'intensive et qu'en l'absence d'un déssouchage systématique des champs (coûteux), la culture attelée est impossible; dans ces conditions son rôle est réduit à la connaissance des problèmes agricoles qui se posent dans chaque village, de formulation de propositions pour les résoudre (2), d'information sur les nouveaux produits, les variétés, les nouvelles techniques, des expérimentations.

Pour simplifier cet exposé et le clarifier, nous proposons de passer en revue les rubriques principales intéressant les exploitations et de proposer éventuellement des orientations, des enquêtes ou modes de suivi, des expérimentations.

a)- <u>Le troupeau</u>: C'est partout un bien social, aucune perspective d'amélioration n'est envisageable tant que ce bien conservera cette affectation et que les descendants directs n'en hériteront pas; c'est <u>au Lobi à infléchir la coutume</u>. Il y a une entorse au Sud de Nassian où les troupeaux sont décimés: la compensation matrimoniale se fait en argent correspondant au prix des boeufs dans le village d'origine (moins cher).

/enquêtes proposées/: rôle actuel du troupeau dans l'économie; développement de l'attelage bovin à la mort du père ?, la compensation matrimoniale en argent est-elle souhaitée par les populations ? les jeunes ? est ce un phénomène temporaire ? enquête vétérinaire sur la mortalité bovine à Ouassidé, Sakpa; possibilité d'utilisation la traction bovine au Sud Nassian.

b)- <u>Culture</u> <u>attelée</u>: Elle est impossible là où le troupeau est fragile ou décimé; dans la zone sèche, il y a le problème du déssouchage; les manoeuvres ont une meilleur rentabilité, font un meilleur

2)- C'est ici que la demande de participation paysanne active à l'échelle du village devrait être sollicitée.

¹⁾⁻ Dès maintenant, il conviendrait d'associer le village entier à la réalisation des travaux urgents d'utilité commune; en somme forger une sorte de conscience communale. La chose n'est pas impossible, dans la mesure où l'entr'aide villageoise est connue (cf.p.32.41) et que la demande émane d'une autorité villageoise reconnue par tous.

travail, et sont moins couteux pour le moment. Des essais sur la culture attelée sont sollicités à Gborobirédougou par un jeune exploitant, affaire à suivre...

Comme variante, je proposerais l'utilisation de la charret te à traction bovine. Ce mode de transport intéresse de nombreux paysans; ce serait un moyen facile d'habituer l'exploitant aux pratiques de l'attelage (dressage, soins, alimentation..) qu'il pourra facilement maîtriser sous le contrôle d'un encadreur-bouvier.

- c) L'engrais: est cher, son efficacité est souvent contestée. (Sápidouo). Il conviendrait d'apporter au paysan des informations plus précises sur les modes d'utilisation, par exemple en utilisant le champ expérimental: parcelles de maïs, igname, arachide. Pour quoi ne pas utiliser la fumure organique son transport serait aisé à l'aide de la charrette! L'opération serait gratuite pour l'utilisateur. La vulgarisation de l'usage du compost fait d'un mélange de paille et de déjections, amenderait la terre et consoliderait la structure fragile des sols arénacés sénsibles à l'érosion.
- d) Nouveaux produits: le coton et le riz; le paysan manque de temps, la rentabilité est inférieure à celle de l'igname. L'ouverture de champs expérimentaux sur ces deux produits permettrait de sensibiliser le paysan à ces cultures pour l'avenir. Il conviendrait aussi de réorganiser la commercialisation de l'arachide dans les perspectives d'une culture à grande échelle.

e)- Problèmes fonciers

<u>/Enquêtes/</u> à réaliser d'urgence sur la zone Nassian et Flakiédougou; les villages les plus touchés sont Sakpa, Brougoudom, Dimparé...: Accords initiaux Koulango - Lobi, objet du désaccord, raisons du désaccord, possibilité de trouver une plateforme de discussion. Toutes ces démarches faites dans le cadre de la TRADITION.

f)- Thésaurisation

/Enquêtes/ sur les budgets familiaux et dispersion des ressources entre les divers actifs (femmes comprises); utilisation des ressources, des économies; Buts: ré-emploi d'une partie des revenus dans la modernisation de l'entreprise; relation entre dimension du groupe familial, la dispersion du revenu global et les possibilités de financement et de bonne gestion (2).

Des possibilités existent de créer une banque populaire à la disposition du monde rural avec perspectives d'auto-gestion (3). (Cf. expérience du Burkina.) Mais on a besoin d'une base solide de jeunes scolarisés pour sa gestion.

1)- /Enquête/ à faire sur la rentabilité de l'opération (nbre de jours de travail effectifs, location aux voisins, coût des réparations...)

3)- Paul Préault 1985 "Un exemple de début d'organisation paysanne dans la région de la Bougouriba (Burkina) in Les politiques de l'eau en Afrique..

754 p. " Economica, Paris. PP.300-314 .

²⁾⁻ Il semblerait que le chef d'une famille de 10 à 15 membres, disposerait de revenu, force de travail et pouvoir de décision suffisants pour moderniser son entreprise sans être gêné par les obligations coutumières. Réponse à la question .p.46 infine conditions optima.

g)- L'école: Il faudrait associer l'école et l'expérimentation agricole: suivi des expériences villageoises par les élèves (nouveau produit, engrais, culture attelée...) (1); donner des notions de comptabilité aux écoliers... (les instituteurs d'Ondéfidouo et de Kohui, (près de Brougoudom) intérrogés à ce sujet s'associeraient volontiers à ce projet, d'autres vraisemblablement !).

h)- Les jeunes. Sur les fronts pionniers où les tentations de faire perdurer des techniques agricoles archaïques, sont nombreuses, entrainant l'instabilité des familles lobi, l'encadrement des activités des jeunes "francs- tireurs" conquis par le changement est nécessaire dans la mesure où ils pourront acquérir de nouvelles méthodes de travail, adopter de nouveaux produits mais aussi seront à même d'infléchir, par petits pas, le cours des pratiques ancestrales. C'est sur leurs parcelles personnelles que des volontaires pourront entreprendre leurs "expériences" sous le contrôle de l'encadreur et acquérir la pratique du "geste" novateur lequel, en cas de réussite pourra être imité dans tout le village. Par ailleurs, c'est à eux, aux jeunes, qu'il appartiendra, plus tard (tous ces changements seront acquis lentement, une, deux générations) d'infléchir les règles coutumières (2): "nous avons vu comment les Lobi sont arrivés à affronter eux-mêmes leur destin, à négocier avec leurs ancêtres la levée de l'interdit posé par eux et parviennent à promouvoir un changement de l'intérieur" (3).

Dans cette perspective d'avenir, les "Alleluia", libérés, eux de toutes contraintes coutumières pourraient devenir les "fers de lance" de ce renouveau technologique soit, en devenant les animateurs de leur propre village, soit en créant des collectivités d'adeptes (type Dimparé) formant de véritables centres pilotes du développement intégré où, non seulement les activités agro-pastorales seront améliorées, mais aussi l'habitation, confort, l'hygiène. Ainsi, pourrait, dès maintenant se préparer une ère de

^{1) -} Ne pas oublier qu'en France, la modernisation du monde rural doit beaucoup à l'école primaire rurale (des années 1920 à 40) qui pratiquait des expériences sur des "jargins d'essais"!. 2)- Par exemple sur les règles de l'héritage

^{3) -} Madeleine Père les deux bouches, op.cit.p.1141

mutation lente mais irréversible, fondée sur une polyculture de rente (1) bien implantée; mais entre temps, les problèmes fonciers et autres, opposant Lobi et Koulango devront être règler définitivement.

B) LE SECTEUR CENTRAL

Sur le secteur central, à partir des entretiens avec les chefs de développement parait bien d'exploitation, le processus enclenché: élargissement de l'éventail des produits, riziculture, introduction de la culture attelée, de l'engrais, amélioration de l'habitat. Toutes ces pratiques nouvellement adoptées témoignent d'une volonté de progrès qui se manifeste aussi bien chez les Koulango, les Mossi, les Dioula que chez les Lobi (2) de Bouko et Panzarani. Dans ces deux villages, il semblerait que les problèmes de mésentente ne se posent pas et qu'il existe même une sorte d'émulation bénéfique pour l'économie. La même bonne ambiance observée ici est-elle réelle ? que se passe-t-il ailleurs ??.

Consolidation des acquis: d'après les données statistiques présentées par l'antenne évaluation, on constate une adoption très timide de la riziculture, une progression rapide de la culture du maïs, tandis que l'arachide occupe une place médiocre ainsi que le sorgho et le petit mil, base de l'alimentation du Lobi...(3) Autres acquis: l'engrais, utilisation modeste sur les rizières, et la culture attelée qui intéresse la majorité des exploitants.

¹⁾⁻ Igname, riz, coton, arachide, maïs...

²⁾⁻ Cf. tableau n°7, les revenus moyens des Lobi sont nettement inférieurs à ceux des Koulango= 23.500 contre 27.400 CFA.

³⁾⁻ Riz= 10% des surfaces cultivées chez les Lobi, 26% = Koulango; maïs 31 % des surfaces cultivées chez les Lobi, 21% = Koulango. Une question se pose! Le maïs est-il devenu culture dominante dans son association avec le sorgho?. En 1979, c'était l'inverse. De même le petit mil était associé en fin de cycle cultural à l'arachide. Or, sur les relevés statistiques de l'antenne evaluation, les données sur l'arachide apparaissent l fois, 3 pour le sorgho 2 pour le petit mil sur un total de 7 exploitations retenues. Aucune mention n'est faite du haricot, base de l'alimentation au même titre que le petit mil et le sorgho!.

La consolidation de ces acquis (ceux-ci plus modestes qu'il n'apparaissait dans les conversations avec les paysans) et la progression du renouveau technologique doivent être appuyées, selon le voeu exprimé par les Lobi, par des démonstrations actives dans chaque village sur champ expérimental confié à un paysan volontaire, cette action parait indispensable pour convaincre chaque paysan et réactiver le processus de développement en cours.

La culture semi-intensive: Il est à craindre que les exploitants, une fois revenue une meilleure pluviométrie, ne retournent aux pratiques traditionnelles de cultures extensives sur des sols dégradés. Ayant acquis (ou en cours de l'être) une certaine expérience de la culture attelée dans les rizières, ne serait- ce pas le moment opportun d'orienter les Lobi vers la culture semi-intensive: sur les rizières d'une part, mais aussi sur les terres de tour de village par exemple, où la végétation arborée sélectionnée de longue date n'est plus une entrave au passage de la charrue, de la houe... Le reste, les champs de brousse restant affecté à la culture extensive.

Ce découpage qui faciliterait la mise en oeuvre progressive du plan de développement CIDT serait assez souple pour ménager des transitions entre anciennes et nouvelles pratiques.

L'association agriculture élevage: Organisation: ici le paysan dispose de revenus modeste (v.tab.7.), il faut aller à l'économie en utilisant au maximum les ressources du troupeau et de l'attelage. Pour ce dernier il faudra faire des réserves fourragères (fanes de haricot, arachide, paille de maïs, de riz...) pour la saison sèche ramenées à la ferme grâce à la charrette. Le compost ramassé dans les parc à boeufs et transporté par charretées dans les champs consacrés à la culture intensive, en même temps qu'engrais, consolidera la structure fragile des sols arénacés et entraiera une diminution de l'érosion.

L'utilisation du semoir tracté permettra l'alignement des cultures (1), facilitera les binages mécaniques par la suite, en même temps qu'il introduira la pratique des cultures pures... Le paysan doit constater par lui-même le bien fondé de ces expérimentations pour les adopter ensuite de plein gré, gage de réussite.

¹⁾⁻ Le semoir est utilisé au Sénégal depuis près d'un demi-siècle avec succès pour l'arachide, le mais, sorgho, petit mil.

La mécanisation pourrait être tentée sur ces sols faciles à travailler, mais l'expérimentation devra se faire sur de grandes exploitations (type Bouko) bien assises déjà dans le modernisme et capables, en cas d'échec de poursuivre sans peine leurs activités...

Tout cela demandera beaucoup de temps, un encadrement suivi au rythme du paysan et nécessitera au fur et à mesure du processus de modernisation, la mise ne place d'artisans spécialisés: forgeron, mécanicien, menuisier etc... qui donnera du travail aux jeunes non attirés par la culture. Tout cela est possible: les expériences de ce genre observées au Burkina en 1981 chez les Dagari, les ßwa étaient pleines de promesses.

<u>/Enquêtes/=</u> budgets familiaux, organisation foncière, organisation villageoise dans les centres pluri-ethniques comme Bouko, Panzarani. Les résultats seront intéressants dans la mesure où ils pourraient servir de modèle pour apporter des solutions aux différends enrégistrés dans le Sud.

L'ébauche d'un "cadastre" sur quelques villages témoins susceptibles de pratiquer la culture semi-intensive pourrait être réalisé; dans ces villages, une étude approfondie sur l'économie des groupes familiaux (temps de travail par produit, rendement, revenu/ha, revenu réel par actif- femmes comprises; utilisations des revenus...), ceci sur trois types d'exploitation: grande (plusieurs dizaine ha) moyenne et petite devrait être réalisée. (Cf. étude 1979 CIDT J.Peltre-Wurtz sur Syonfan pays sénoufo.)

Les résultats d'une telle étude sur au moins une campagne agricole permettraient enfin d'apporter des précisions chiffrées qui font tellement défaut actuellement; elles seraient par ailleurs un utile complément aux travaux réalisés par l'antenne évaluation!

C- LES SECTEURS OUEST ET NORD:

Nous serons beaucoup plus bref pour ce qui intéresse ces deux secteurs: toutes les orientations développées précédemment pourront être reprises ici lorsque cette petite région, éprouvée par les sècheresses et l'action désordonnée des hommes, surpaturée dans le secteur de Doropo tout spécialement (1) aura recouvré une pluviométrie meilleure et le paysan son autosuffisance alimentaire.

^{1)- 1984} la charge bovine dépasse 50 têtes/ha, doc.orale SODEPRA Bouna.

En effet, le problème n°l à résoudre début 1985 était celui des subsistances, en portant l'effort principal sur la riziculture laquelle d'après les enquêtes CIDT 1984, donne d'excellents résultats (v.tabl.n° 14 ci-dessous). La remise en état des anciennes rizières et leur extension (construction de petits barrages de terre avec participation paysanne) nécessitera du temps (1).

Tableau n°14: rendement des céréales traditionnelles, igname et riz.

Villages	Poids moyen	d'un épis e	Rendement / hectare			
	Maïs	Maïs Sorgho		Igname	Riz	
S SEPIDOUO	175	41,9	40,2	12 т.	1,02 т	
KONZIE	129	31,9	24	12 T	2,6 т	
DOROPO	106	26	22	7 т	2,1 T	
PANZARANI	127	34		13 Т	2,6 т	

Une deuxième orientation serait d'ouvrir des champs expérimentaux dans chaque village en <u>mais</u> amendées par <u>la fumure organique</u>, le paysan n'ayant pas les moyens d'acheter de l'engrais chimique; ceci devrait permettre de meilleures récoltes mais aussi d'améliorer la structure et mieux résister à l'érosion. (2). En somme ce que je propose, c'est un retour aux techniques de cultures semi-intensives (avec apport de compost) pratiquées autrefois par les aïeux sur les terres de "tour de case".

Les troupeaux étant encore nombreux et l'auto-dressage villageois possible (Konzié, Angaye.), le problème de la culture attelée devrait être résolu facilement (sauf l'achat du matériel); le développement de la culture attelée qui devrait permettre l'élargissement des rizières à mesure de l'extension des zones inondées, limitera de plus en plus la culture de l'igname "descendue" sur les terres fraîches des vallées et diminuera sensiblement ses superficies.

¹⁾⁻ Le paysan acceptera d'autant mieux ce surcroît de travail qu'est convaincu maintenant de l'intérêt de la riziculture avec le "rétrécissement" des terres propres à l'igname.

²⁾⁻ Ces pratiques sont encore utilisées autour de Gaoua mais sur des champs de case (quelques dizaines d'ares).

Tout ce programme de rééquilibrage de l'économie de cette petite région ne pourra s'améliorer durablement que lorsque la paix sociale entre Lobi et Koulango sera rétablie. Tout permet de penser que les bons rapports entretenus pendant plus de trois quart de siècle entre les deux groupes ne seront pas oubliés et que leur souvenir facilitera un retour à de bonnes relations.

Certes Lobi et Koulango s'acheminent plus ou moins rapidement vers d'autres genres de vie, après que les premiers aient réussi la "prouesse" de résister pendant près d'un siècle aux tentations multiples proposées par le modernisme à l'occidental. Si les fondements même de leur tradition résistent encore assez bien au changement, on voit, à l'horizon de l'an 2.000, se profiler de plus en plus nettement des inégalités sociales, conséquence de l'accaprement des terres par les plus courageux peut-être, mais aussi par les plus hardis et les plus puissants, détenant des pouvoirs politiques qui n'ont plus rien à voir avec l'autorité traditionnelle d'un chef de famille ou de village.

La concurrence ira s'accentuant non plus entre deux populations mais entre gens de même "race". Ce sera peut-être le sujet d'une nouvelle étude sur le monde rural ?. Mais revenons aux Lobi et retenons une des conclusions de Madeleine Père: "une certaine autonomie doit être laissée au groupe (Lobi) dont la capacité créatrice ne peut être mise en doute et appelle en premier lieu le respect", (Les deux bouches p.1085).

G. Savonnet

Saint Maur le 15/01/1986.

BIBLIOGRAPHIE SOMMAIRE SUR LE N.E IVOIRIEN ET TOUT SPECIALEMENT LES LOBI

- BOUTILLIER- 1969 "Notes préliminaires à l'étude de la ville de Bouna de l'époque coloniale à aujourd'hui" in Cahier ORSTOM Paris Sciences humaines, pp.3-21.
 - 1971- La cité marchande de Bouna dans l'ensemble Ouest africain précolonial" in Me illassoux, ed. l'évolution du commerce en Afrique de l'Ouest, London pp.240.252.
- BORDES (M)- 1979 Note technique sur les cultures de l'igname dans le N.E ivoirien, sa place dans l'exploitation CIDT, 12 p.mult.
- INSEE (se ct. coopération 1961 "Une enquête de ménages en pays lobi (Haute Volta) 19056-57" par J.L Boutillier et Causse, Paris 23 p.
- IRAT- 1977-"Enquêtes et observations concernant le problème des tubercules en Haute-Volta" 77 p. multig., Direct.serv.agricoles et des cultures vivrières.
- FIELOUX (M) 1971 "Etude des villages de la zone Kolodio-Binéda" 100p. multig.

 1980- "Les sentiers de la nuit (les migrations rurales des Lobi de la Haute- Volta vers la Côte d'Ivoire) "ORSTOM Paris 199 p.
- HOFFMANN (O)-1985 Pratiques pastorales et dynamique du couvert végétal en pays Lobi (Nord-Est de la Côte d'Ivoire) Travaux et Documents ORSTOM Paris 355 p.
- KAMBOU (J)-"Le DYORO ou initiation sociale au sud de la Haute- Volta" Diplôme EPHE 5° sect. Paris 198 p.multig.
- LABOURET (H-1931-"Les tribus du rameaux lobi" Paris Institut d'Ethnologie 510 p
 -1958-"Nouvelles Notes sur les tribus du rameau lobi"
 Mémoire IFAN Dakar n°54, 295 p.
- Ministère de l'Agriculture (Côte d'Ivoire) 1982 "Enquête technico-économique sur les savanes du N.E. (t.ll), exploitations agricole", 130 p. multig.
- PELTRE-WURTZ (J)- 1979-"Influence d'une société de développement sur le mileu paysan (coton et culture attelée dans la région de la Bagoué)-Nord Côte d'Ivoire). ORSTOM Petit-Bassam 414 p. 4 cartes h.t.
 -1985 -"La charrue, le travail et l'arbre" in Cahier ORSTOM série Sc. Hum. 3-4 pp. 633-646.
- PERE (M)
 1973 "Animation féminine dans la société villageoise traditionnelle, le centre de Gaoua en pays lobi (Haute-Volta) "Diplôme EPHE 5°
 sect. Paris p.multig.

 -1982- "Les deux bouches, les sociétés du rameau lobi entre la tradition et le changement", Thèse d'Etat Paris I,2 t. 1142 p.+
 annexes= 154 p.
- SAVONNET (G)- 1962 "La colonisation du pays koulango (Haute Côte d'Ivoire) par les lobi de Haute- Volta" in Cahiers d'Outre-Mer n°25 pp.25-46. - 1981 - Lobi et Koulango de la région de Bouna, Compte- rendu d'enquêtes sur le terrain, Nov. dec.1979 ORSTOM Paris, 34 p. multig.

/Annexe 1/

MODE DE CALCUL DES REVENUS THEORIQUES CHEZ LES LOBI & KOULANGO ZONE MERIDIONALE

Pour simplifier les calculs, nous n'avons pris en compte dans nos calculs que les cultures dominantes relevées par les enquêteurs CIDT: maïs, igname, riz, manioc, étant entendu que dans le tableau nous avons réuni sous la rubrique céréale: le maïs, sorgho et mil, classés comme culture associées dans les relevés d'enquête.

Rendement et prix:

igname hâtive= 8t./ha. au lieu de 10 à 12 t. proposé dans les données
statistiques, pour tenir compte des pertes, prix moyen= 100 F/Kg
igname tardive= 5t./ha. idem, " = 50 F/Kg
maïs-sorgho-petit mil = lt./ha " = 80 F/Kg
riz " = 85 F/Kg
manioc= 6t/ha = 3 t. annuellement (culture bisannuelle) 30 F/Kg

<u>Autoconsommation:</u> nous avons accru volontairement le poids de céréales consommé par les lobi pour tenir compte des pertes et de son utilisation pour la fabrication de la bière de mil ou de maïs.

Lobi 0,5 Kg/jour (80 F/Kg) céréales produit de base

0,2 Kg/jour (100 F/Kg) igname hâtive produit secondaire

Koulango 0,5 Kg/jour (50 F/Kg) igname tardive produit de base

0,2 Kg/jour (80 F/Kg) céréale produit secondaire

/Annexe II/

ECHEC DE LA RIZICULTURE EXPERIMENTALE VARALE (1966 - 69)

"L'étude conduite à Varalé et l'échec de ces premières tentatives (du service départemental de l'agriculture pour expérimenter et développer la riziculture de bas-fonds) qui y furent faites ont été d'une grande utilité. Les rapports entre les Lobi- 80 % de la population et les Koulango assimilés (sic) sont décrits par M. Gleizes comme des rapports de vassaux à suzerains. Ces derniers, maîtres de la terre, maintiennent la communauté lobi sous une scricte dépendance à telle enseigne que tous les refus opposés aux tentatives de réalisations (de l'expérience rizicole) sur le terroir de Varalé étaient notifiés par les Koulango au nom de tout le village ..."

(rapport J. Drigeard: secteur pilote d'Ondefidouo (S/Préfecture de Bouna) réalisation 1969 p.2, rapporté par Michèle Fiéloux, p.6 Etude des villages pilotes de la zone Kolodio-Binéda, op.cit.

Il est vraisemblable que les services de l'agriculture aient commis une erreur en s'adressant aux seuls Lobi pour la mise en valeur des terres inondables de Varalé: le quartier lobi de Varalé faisant partie intégrante du village Koulango, ne dispose pas de Ditil, signe de son autonomie) et par conséquent ce sont les Koulango seuls qui sont maîtres de leurs terre, ils en disposent à leur guise.

Dans ce type de village pluri-ethnique: Varalé, mais aussi Bouko, Panzanrani, Angaye, Saye, Konzié... où les Lobi vivent dans un quartier du village commandé par les Koulango, il parait indispensable de faire des enquêtes auprès des Lobi, Koulango etc.. sur les modalités foncières adoptées pour les étrangers au village (modalités qui peuvent varier d'un village à l'autre). Cette précaution éviterait peut-être des déboires, des malentendus lors de la mise en place des aménagements mais aussi des conflits tout au moins des différends entre maître de la terre et leurs hôtes.

/Annexe III/

1°- EXPERIENCE DE MODERNISATION DANS LE PERIMETRE ENCADRE ONDEFIDOUO Comment, le Lobi perçoit le message du développement ?

/1971/ PROPOSITIONS DU DEVELOPPEMENT

- a)- Regroupement des cultures en bloc de mêmes produits, pour meilleure surveillance; implique dispersion des parcelles du paysan.
- b)- Intensification de l'agriculture.
- c)- Association élevage agriculture
- d)- Amélioration du troupeau

- e)- Inquiétude des Lobi en venant s'installer sur les terres "sans maître "du périmètre ZKB (2) frein à la venue des émigrés.
- f)- Habitat amélioré imposé par les responsables du projet comme élement de stabilisation des paysans lobi dans le pays.

REPONSES DU PAYSAN LOBI

Contraire à la cotume lobi: logique lobi= la rentabilité du travail dépend de la manière dont le paysan exprime son alliance avec le terre (1)

Comment un petit champ peut-il rapporter plus qu'un grand champ?

Le troupeau n'est pas fait pour travailler mais être échangé contre la
femme de ton fils et pour célébrer
les funérailles des vieux !.

Le troupeau est fait pour vivre en
brousse, il y vit, il s'y reproduit,
les bêtes se débrouillent.

Par contre on prend soin des volailles: il faut toujours avoir des poulets et des poussins pour sacrifier sur les autels.

Demande la venue des Koulango de Bana (3) pour installer le Ditil du premier village installé, Ondéfidouo en février 1969. (après cette installation les immigrés sont plus nombreux).

Ont accepté de le construire, mais résident dans le Tyor traditionnel édifié à proximité.

Elément de fixation ?" je ne suis pas un arbre pour rester toujours à la même place "-Si je suis obligé de me déplacer, ce n'est pas la maison qui m'obligera à rester !"(4).